



**Rapport d'activité  
2016**

# Table des matières

Introduction .....	4
L'association .....	5
Contexte général.....	5
1. La gestion du remboursement de la dette et la continuation de l'activité.....	5
2. Mutualisation des moyens comptables.....	5
La structure .....	5
1. Les militantEs .....	5
2. La réunion hebdomadaire (RH) .....	6
3. Le conseil d'administration (CA) .....	7
4. Les permanentEs .....	7
5. Le comité de coordination (CC).....	8
6. Les commissions.....	8
7. Les groupes de travail .....	8
8. Le séminaire.....	8
9. Le local .....	9
10. L'interassociatif .....	9
Nos actions, nos moyens d'action .....	10
1. Informer .....	10
2. Accompagner.....	15
3. Plaider .....	15
4. Actions publiques, manifestations, commémorations .....	15
4. Les affaires judiciaires .....	22
Les archives de l'association.....	24
<i>120 battements par minute</i> , un film sur Act Up-Paris.....	24
Prévention.....	25
Le dispositif REACTUP.....	25
Objectif .....	25
Activité 2016 .....	25
Le site internet en 2016.....	26
Interventions de terrain .....	35
Promotion des divers outils de prévention .....	36
16 septembre - Journée Internationale du préservatif interne : Prends ta prévention en main .....	36
Enquête TPE.....	37
La lutte contre les IST.....	37
Vivre avec .....	38
La commission Vivre avec – Droits sociaux .....	38
Le logement : la PILS (Plateforme interassociative logement sida) .....	38
La retraite des séropos : une brochure d'information .....	38
L'accès à l'Allocation Adulte Handicapé : plaidoyer auprès de la CNSA.....	38
Le bilan annuel de synthèse : plaidoyer auprès de la HAS .....	39
Participations aux travaux de l'association Grey Pride.....	39
Participation au rapport sur la prise en charge des PVVIH.....	39
La permanence droits sociaux - 18 ans au service de nos pairEs .....	39
L'histoire du dispositif .....	39
L'activité en 2016 .....	40
Le logement à Paris via la PILS.....	41

Des exemples de situations traversées par nos pairs .....	42
Observations .....	42
<b>LGBTphobies-Sérophobie .....</b>	<b>43</b>
Homo-bi-phobie / sérophobie .....	43
Comité d'entente LGBT du Défenseur des droits .....	43
Don du sang pour les HSH.....	43
Dénonciation de propos homophobes.....	44
Droits des trans .....	44
Lesbophobie.....	45
Biphobie .....	46
Journée internationale de la bisexualité .....	46
Préparation d'une enquête sur la biphobie.....	46
Sérophobie .....	46
La journée de la disance.....	47
Soins funéraires pour les séropositifVEs .....	47
Grefte solidaire entre séropositifVEs .....	48
Jeunes, discriminations = contaminations .....	48
LGBTphobies à l'international.....	49
Le TenTen .....	49
En Iran .....	49
Mariage des couples binationaux.....	49
Orlando.....	49
Communiqués de presse 2016 .....	50
<b>Sujets transversaux d'action et de plaidoyer.....</b>	<b>51</b>
Sexwork .....	51
Femmes et VIH.....	51
MigrantEs .....	52
L'Observatoire du Droit à la Santé des ÉtrangèrEs.....	52
Une RéPI sur l'accès aux droits et aux soins des étrangèrEs en France.....	52
Une mobilisation aux côtés des migrantEs et de leurs soutiens .....	53
International.....	53
Prisons .....	54
UsagerEs de drogue .....	54
Programmes d'échanges de seringues.....	54
Salles de consommation à moindre risque .....	54
Libertés fondamentales .....	55
<b>Perspectives.....</b>	<b>55</b>

## Introduction

---

Après une année 2015 marquée par l’incertitude autour de la poursuite de l’activité d’Act Up-Paris, avant le jugement du tribunal de Grande Instance de Paris du 1<sup>er</sup> octobre 2015 validant la continuation de l’activité, l’année 2016 a permis de recouvrer au fil de l’année un rythme plus apaisé au profit de l’activité politique de l’association. Apaisé sur le proche avenir grâce à une gestion financière rigoureuse, mais non moins mouvementé et prolixe dans nos activités aussi diverses que les fronts multiples qui relèvent de la lutte contre le sida. Cette approche globalisante est une particularité ancienne de notre association qu’il est important de défendre et que beaucoup nous reconnaissent. Si Act Up-Paris a des axes de plaidoyers forts sur certaines thématiques, aucune population touchée par le VIH/SIDA ne sera oubliée dans ces actions. C’est ce que ce rapport d’activité essaye de décrire avec précision.

# L'association

## Contexte général

### 1. La gestion du remboursement de la dette et la continuation de l'activité

Une fois la poursuite de l'activité actée par le Tribunal de Grande Instance de Paris, puis une fois fixé le montant de la dette à rembourser, l'association a pu débiter le remboursement de ses créances : d'abord, celles prioritaires immédiatement, puis celles annuelles, à échéance du 1er octobre de chaque année, par l'intermédiaire du commissaire à l'exécution du plan qui répartit entre tous les créanciers le remboursement. Chaque trimestre, un chèque provisionnant un tiers de la dette annuelle est envoyé au commissaire.

Au cours de l'année 2016, la contestation du montant de certaines créances liées au Crédit Coopératif et aux AGS a abouti à une baisse significative du montant de la dette, s'élevant ainsi au montant d'un peu plus de 17 000 euros par an. Si le poids de la dette est amoindri, l'association est vigilante quant à ses marges de manœuvre budgétaires dans la réalisation de ses actions et poursuit sa recherche de financements pérennes.

### 2. Mutualisation des moyens comptables

Conformément aux demandes du mandataire et à la décision du TGI, nous avons délégué la gestion de la comptabilité à une structure externe, interassociative, l'Alliance pour une gestion solidaire (AGS). Elle s'occupe de la gestion des bulletins de paie, de la création des budgets provisionnels, en collaboration étroite avec Act Up-Paris en fonction des orientations politiques décidées et des bilans financiers annuels.

Une réflexion s'était engagée sur un rapprochement avec la structure interassociative parallèle à AGS, l'Alliance, dans un but de plaidoyer sur les droits sociaux. Mais celle-ci n'a pas encore eu le temps d'aboutir.

## La structure

### 1. Les militantEs

#### 1.1. Les membres

Dans toutes les instances d'Act Up-Paris, le rôle des militantEs est primordial. En 2016, 47 adhésions ont été dénombrées. 70 avaient été enregistrées en 2015 et 104 avaient été enregistrées en 2014 (année particulière où l'adhésion était proposée comme contrepartie de don sur le Kiss Kiss Bank Bank à partir d'un certain montant).

Cette diminution reflète les difficultés traversées par Act Up-Paris sur les années précédentes, et la difficulté pour le conseil d'administration très occupé pour mener des opérations pour susciter les réadhésions, par exemple en envoyant les bulletins d'adhésion plus systématiquement dans les envois postaux à l'attention des donateurICEs et adhérentEs, et en les prévenant de l'échéance de leur adhésion.

Les adhésions sont soumises à cotisation de 25 euros, sauf situation de faibles ressources, qui permet d'en être dispenséE. Elles sont valables sur l'année civile et ouvrent droit à l'inscription aux listes mails d'Act Up-Paris.

Il ne s'agit néanmoins pas d'une condition indispensable pour participer à nos actions. SympathisantEs, militantEs d'autres structures, etc., peuvent le faire et/ou être invitéEs en Réunion hebdomadaire pour échanger.

L'élargissement de notre base de militantEs, et particulièrement actifVEs, est une priorité pour les prochaines années. Des moyens de publicité et d'outreach s'imposent,

à l'instar de la diffusion d'une brochure de présentation de l'association, relancée en 2016 et actualisée en 2017, mais aussi de l'organisation d'événements au LAUP plus régulièrement : l'exposition REACTUP et la soirée à cette occasion en 2016, les « OpenLAUP » une fois par mois en 2017.

## 1.2. La liste de travail : actupnews

Pour les membres, une liste de discussion et d'information existe : actupnews. Elle est administrée par une militante en lien avec le secrétariat général, qui veille à ce qu'elle reste une liste d'information, les débats se tenant de façon privilégiée en réunion hebdomadaire (RH).

On compte environ 10 à 20 mails par jour, en fonction de l'actualité.

Un calendrier hebdomadaire de l'activité de l'association est diffusé chaque lundi.

Le nombre d'abonnéEs est d'environ 60. Il n'a pas été procédé, sauf sur demande, à un désabonnement des adhérentEs n'ayant pas repris leur cotisation.

Les messages ne sont pas contrôlés pour approbation avant d'être diffusés à l'ensemble des abonnéEs. Lorsqu'un mauvais usage est constaté par les administrateurICEs de la liste, un premier avertissement informel est signifié à la personne à l'origine du comportement mis en cause.

Lorsqu'une personne membre de l'association est ajoutée à la liste des abonnés, un mail titré « [Actupnews] Règles de fonctionnement de la liste » est envoyé systématiquement et informe sur les règles de fonctionnement qui ont été adoptées par le groupe. Cette pratique a pour objectif de faciliter le rôle d'administration de la liste en précisant les règles au plus tôt.

## 1.3. Les autres listes de travail

La plupart des pôles et commissions possèdent des listes de travail qui facilitent les discussions, la circulation de l'information ou l'avancement du travail. Les listes de travail des commissions sont très actives et permettent aux militantEs qui n'ont plus la disponibilité de participer aux réunions ou qui ont dû s'éloigner géographiquement de conserver un lien et un investissement dans l'association. Les textes de l'association sont en partie élaborés grâce à ces listes. Les listes de discussions sont gratuitement mises à disposition d'Act Up-Paris par samizdat.net et framasoftware. Sont ainsi particulièrement actives les listes :

- sexpol (commission Prévention/SexPol)
- homophobie (commission LGBTIphobies-sérophobie)
- meufs (pôle Femmes)
- pape (pôle action publique et événementiel)
- actupca\_I (la liste des membres du comité de coordination, voir plus bas)

## 2. La réunion hebdomadaire (RH)

La Réunion Hebdomadaire est une réunion dite « d'action et de réflexion ». Les Pôles, Commissions et les Groupes de Travail y rendent compte de leurs réflexions et de leurs travaux à l'ensemble des membres d'Act Up-Paris, soit sous la forme de comptes rendus (feedbacks), soit sous la forme d'exposés et de discussions (points), et appellent à leurs prochains événements (appels).

La RH est également l'occasion de faire le point sur les projets d'actions et de manifestations en cours, ainsi que de présenter le résultat des actions ayant eu lieu (via des feedbacks).

La RH est souveraine : aucune décision relative aux orientations politiques et aux actions d'Act Up-Paris ne peut être prise en dehors d'elle ; lorsque les délais ne

permettent pas de consulter la RH, c'est au Conseil d'Administration de se prononcer, à titre exceptionnel et après consultation de touTEs ses membres.

Les réunions hebdomadaires (RH) ont lieu chaque jeudi soir ou presque à 19h30. En 2016, elles ont eu lieu au local d'Act Up-Paris. Leur durée varie entre 1h30 et plus de 3h, selon l'ampleur et le nombre des feedbacks, des points de discussion et des appels, mais aussi selon l'actualité et la période de l'année. La facilitation des RH tente autant que faire se peut d'en limiter la durée à 2h-2h30 au-delà de laquelle la fin des travaux est souvent plus délicate.

Leur fréquentation a oscillé entre 3 et 16 participantEs, avec une moyenne située à une petite dizaine de participantEs. Les pointes sont associées aux événements marquants de la vie de l'association, par exemple avant et après la Marche des Fiertés et afin de préparer la journée mondiale de lutte contre le sida, le 1<sup>er</sup> décembre.

Des invitations thématiques permettent d'envisager des discussions sur des sujets précis débordant la seule implication des militantEs de l'association. Cette orientation se prolongera de toute évidence en 2017.

Les ordres du jour sont annoncés sur nos réseaux (liste mail internes et compte Facebook) au plus tard le jeudi matin. Les comptes-rendus sont disponibles peu après sur la liste mail interne et sur l'espace membre du site web de l'association.

L'étoffement de la fréquentation de ces réunions est un objectif d'outreach important pour les prochaines années.

### 3. Le conseil d'administration (CA)

Le Conseil d'administration se compose des membres du bureau, d'éventuels vice-présidentEs et d'éventuels administrateurICEs.

En 2014-2015, un conseil d'administration collégial de 15 membres avait été formé pour marquer l'importance de travailler avec l'ensemble des militantEs d'Act Up-Paris à la sauvegarde de l'association et à la poursuite des activités.

En 2015, une configuration plus classique a été retenue. L'assemblée générale du 1<sup>er</sup> août 2015 a élu Mikaël président, Jacques secrétaire général, Gérard et David cotrésoriers. L'assemblée générale extraordinaire du 5 septembre 2015 a élu Jean-Marc cosecrétaire général et a porté les mandats du conseil d'administration à deux ans, conformément aux engagements pris dans le plan de poursuite de l'activité.

Le conseil d'administration reste en charge des tâches techniques et de gestion courante de l'association. Il sera renouvelé en septembre 2017, pour un mandat s'étendant de septembre 2017 à septembre 2019.

### 4. Les permanentEs

Depuis les licenciements intervenus dans le cadre de la procédure de redressement judiciaire, deux salariéEs avaient conservé leur poste : Hugues, coordinateur prévention et Sarah, administratrice technique et financière.

Nous avons convenu d'une rupture conventionnelle avec notre administratrice technique et financière, entérinée au 27 juillet 2015.

Depuis cette date, nous n'avons donc qu'un seul salarié, au poste de coordinateur prévention.

Il s'agit, nous l'espérons, d'une situation temporaire, même si toute nouvelle embauche doit, aux termes de l'entrée en vigueur du plan de continuation de l'activité, être associée à une hausse des financements afin de couvrir salaires et cotisations sociales.

En 2017, une priorité identifiée est sur la diffusion et la communication, en lien avec la préparation du premier décembre. Une autre, à moyen terme, est sur la mise à disposition de contenu sur les thématiques Droits sociaux et Information thérapeutique.

## 5. Le comité de coordination (CC)

Le Comité de coordination est la réunion du conseil d'administration, des responsables de commission et des salariéEs (disposant du droit de vote). Elle est le lieu de discussion des tâches de gestion, d'administration, de planification.

Le Comité se réunit un mardi sur deux à 19h. Il est ouvert à toutE adhérentE de l'association, sans droit de vote néanmoins. Il dure en moyenne 2h30 à 3h.

Un compte-rendu indiquant les tâches courantes et à effectuer circule peu après sur la liste qui en réunit les membres et est disponible sur l'espace membre du site web de l'association.

## 6. Les commissions

Les travaux d'Act Up-Paris sont organisés au sein de commissions thématiques, qui en réfèrent en RH.

Trois commissions ont été actives en 2016. Leur activité est décrite dans les parties 3, 4 et 5 du rapport. La Commission SexPol/Prévention est en charge de tous les dossiers liés à la prévention, l'information sur celle-ci et sur ses évolutions, et l'organisation d'actions de terrain en la matière. Elle travaille en lien avec le coordinateur prévention pour l'édition des bulletins papiers et l'animation du site web ReactUp. Elle se réunit un mardi sur deux à 19h (changement d'horaire et de responsable depuis 2017).

La Commission Vivre Avec traite en lien avec la Permanence Droits sociaux les questions de prise en charge des PVVIH dans leur dimension d'accès aux droits, qui bien souvent conditionnent l'accès aux soins et/ou le meilleur déroulement des parcours de soin. Elle est restée active sans réunions physiques jusqu'à la mi-2016, puis s'est réunie fin 2016 1 jeudi sur 2 à 18h30 avant la RH.

Depuis septembre 2015, une commission a été remontée autour des sujets de discriminations et de lutte pour l'égalité des droits. Cette Commission LGBTphobies-sérophobie (avec un changement d'appellation en 2016 pour inclure la dimension de lutte contre les discriminations dont sont victimes les séropositifVEs) se réunit environ un lundi par mois depuis (3<sup>ème</sup> lundi du mois, 19h). En 2016, c'est au sein de cette commission qu'ont été abordés les luttes contre toutes les discriminations : sexisme, racisme, putophobie sont également à l'ordre du jour, ainsi que les sujets touchant aux libertés fondamentales.

## 7. Les groupes de travail

Des groupes de travail sur des sujets techniques ou ponctuels peuvent être développés, ayant vocation, ou non, à devenir des commissions.

Mi-2016, un groupe de travail s'est réuni régulièrement et par mail autour du projet de refonte des sites internet de l'association, pour formuler à travers un cahier des charges présenté à des agences, les demandes d'Act Up-Paris.

Fin 2016, un groupe de travail s'est mis en place autour des questions liées aux élections présidentielles 2017. Il a permis de susciter une réflexion depuis prolongée en RH tout au long de la campagne.

## 8. Le séminaire

Temps d'échange autour des projets, envies, perspectives, joies et déceptions militantEs, le séminaire d'Act Up s'est tenu le 9 janvier 2016 au local de l'association. Une dizaine de militantEs y a participé.

Il a permis de faire la liste des projets mobilisant l'association et de mettre à l'agenda deux chantiers prioritaires : l'évolution de nos sites internet, la mise en place d'une offre de TROD au local.

## 9. Le local

Le nouveau local d'Act Up-Paris, situé 8 rue des Dunes, dans le 19<sup>ème</sup> arrondissement de Paris a hébergé l'activité de l'association, ses réunions et sa permanence Droits sociaux. Depuis l'été 2015, il abrite également les réunions hebdomadaires.

Rangé régulièrement, il est un lieu convivial, accueillant et politique. Tout naturellement et fidèle à sa politique d'ouverture, plusieurs structures ont pu ou peuvent s'y réunir :

- le STRASS, pour une permanence hebdomadaire le jeudi en fin d'après-midi et en soirée,
- les Archives Getaway pour des permanences le 1<sup>er</sup> lundi de chaque mois depuis l'automne 2015,
- le Conseil d'administration du Bureau d'Accueil et d'Accompagnement des Migrants (BAAM) depuis fin 2016.
- le TRT-5 pour certaines de ses réunions mensuelles,
- la Fédération LGBT y a organisé plusieurs réunions de son conseil d'administration,
- le collectif GreyPride, qui y réunit son groupe habitat,
- la Pils se réunit ponctuellement au local.

Les éditions Amsterdam qui sous-louaient un bureau se sont mises en sommeil en août 2015. L'espace libéré a depuis été utilisé comme lieu de stockage du matériel militant de l'association.

Fin 2016, une formalisation de l'hébergement du STRASS par une sous-location a été refusée par notre bailleur, ce qui n'a pas manqué de nous interroger sur d'éventuelles raisons politiques sous-jacentes.

## 10. L'interassociatif

Act Up-Paris porte nombre de ses dossiers en lien avec d'autres acteurs associatifs. Ses partenaires les plus significatifs sont :

- **Sidaction**. Act Up-Paris siège au conseil d'administration et contribue à fixer les orientations stratégiques de l'association ;
- le **TRT-5**, ou groupe interassociatif traitements et recherche, est une structure où les associations mutualisent leur expertise et leurs moyens pour assurer le suivi de dossiers sur des questions liées au développement de nouveaux traitements, à l'accès aux traitements, aux conditions de prise en charge ;
- l'**ODSE** ou observatoire du droit à la santé des étrangers est un groupement d'associations qui dénonce les restrictions d'accès aux droits à la santé dont sont victimes les étrangers en France, et qui alerte sur les cas d'expulsions, malheureusement nombreux, de personnes malades (voir plus bas, dans la dernière partie du rapport) ;
- la **PILS** ou Plateforme interassociative logement sida, qui permet de loger des personnes vivant avec le VIH à Paris par un mécanisme propre (voir plus bas, dans la partie consacrée aux aspects sociaux du rapport) ;
- le **Collectif Existrans**, regroupant des associations trans et alliées et des individus, pour porter les revendications des trans d'accès aux droits, notamment le changement d'état civil, libre et gratuit, démedicalisé et déjudiciarisé, devant un officier d'état civil ;

- le **Collectif Droits et prostitution** qui regroupe des associations défendant les droits des travailleurSEs du sexe et plaide pour l'amélioration de leurs conditions d'exercice ;

- l'association **GreyPride**, à laquelle nous avons adhéré, qui travaille sur les problèmes que pose le vieillissement des PVVIH. Nous suivons plus particulièrement le groupe qui travaille sur les questions de logement.

De manière moins formelle, d'échanges à la participation à des événements communs, Act Up-Paris travaille avec beaucoup d'autres structures. Faisant partie du collectif Femmes et VIH, Act Up-Paris n'a pas pu s'investir à la hauteur de son souhait, mais suit le travail effectué, notamment la réalisation des colloques organisés par le collectif tous les deux ans.

Notons également pour l'année 2016 l'implication dans la préparation de la Pride de Nuit et dans le montage d'un cortège dit « Pôle radical » à la marche des Fiertés, lequel a continué de fonctionner sous la forme d'une liste d'informations et de réunions à l'automne et à l'hiver 2016.

## Nos actions, nos moyens d'action

### 1. Informer

#### 1.1. Les périodiques : *Action*, *REACTUP*

Leur préparation revenait anciennement au poste « publications », qui assurait la mise en page et la publication des périodiques (*Protocoles* et *REACTUP*) mais aussi les visuels (affiches, flyers, cartes de visite, tracts, banderoles...). Elle est désormais assurée par les militantEs de l'association.

Le bulletin *REACTUP* est présenté dans la partie Prévention et est désormais préparé en partie grâce à des collaborations extérieures (de maquettage en particulier) et reste coordonné par le salarié chargé des questions Prévention.

La parution du bulletin *Action*, interrompue en 2012, a repris en 2015, sous un format allégé : 1 A3 recto-verso, replié en 4 pages A4. Elle est du ressort des bénévoles en lien avec le Secrétariat Général d'Act Up-Paris.

En 2016, les numéros 134 à 137 ont paru pour le 8 mars, pour la Marche des Fiertés, pour l'Existrans et pour le premier décembre.

Une maquette couleur a été réalisée pour les parutions de 2016, l'impression se fait par un prestataire d'impression par Internet. Le numéro 137 contenait un encart de 4 pages supplémentaires (affiche au recto, propositions au verso).

			
<b>Action 134</b> 8 mars	<b>Action 135</b> Marche des Fiertés	<b>Action 136</b> Existrans	<b>Action 137</b> Premier décembre

## 1.2. Les réunions publiques d'information, RéPI

2016 a vu se tenir trois RéPIs, soit un petit peu moins qu'un rythme trimestriel qui s'avère trop précipité pour assurer une communication suffisante pour chaque événement :

- la RéPI 100, le 31 mars, revenait pour cette occasion anniversaire sur les enjeux actuels de la lutte contre le sida : épidémiologie, perspectives de recherche, perspectives de mobilisations militantEs (elle s'est déroulée à l'AGECA).
- la RéPI 101, le 15 juin, portait sur la situation spécifique des Jeunes, et s'est tenue au centre LGBT Paris-Ile de France.
- la RéPI 102, le 10 novembre, portait sur la situation des étrangèrEs en France, entre épidémiologie, implication des associations et enjeux d'accès aux droits (elle s'est déroulée à l'AGECA).

Chacune des RéPI est présentée plus en détail dans les parties correspondantes du rapport d'activité. Les RéPIs 100 et 102 ont fait l'objet de captations vidéos disponibles ici : <http://public.weconext.eu/actup-paris/index.html>

## 1.3. Le site Internet [www.actupparis.org](http://www.actupparis.org)

Le site est la vitrine des actions et des écrits de l'association vers l'extérieur, on y trouve :

- les chroniques depuis les conférences internationales,
- les publications en ligne d'Act Up-Paris,
- l'ensemble des communiqués de presse envoyés par l'association,
- des publications diverses : « sida is disco » (brefs coups de gueule sur l'accès aux droits sociaux), des fiches-essais, etc.

Le site Internet est également une interface de prise de contact et de lien entre la structure les militantEs. On y trouve un formulaire de premier contact, une possibilité de don en ligne, ainsi que l'ensemble des actualités de l'association (dates et heures des réunions et permanences, événements auxquels participe Act Up-Paris, etc.). Dans une partie cachée du site, les militants ont accès aux comptes rendus de RH et à ceux des différentes commissions.

Les affichages sont recensés par mois sur le site et permettent de dresser le tableau suivant. On dénombre plus de 650 000 affichages du site sur l'année 2016. C'est environ 3% de plus qu'en 2015, et 14% de plus qu'en 2014. Le principal surcroît de fréquentation en 2016 a été observé en fin d'année, et est probablement lié à l'actualité de la fin 2016, conjoncturelle (condamnation contre La Manif pour Tous) et structurelle (journée mondiale de lutte contre le sida). Google et Facebook sont les principales portes d'entrée du site.

### Statistiques de fréquentation du site [www.actupparis.org](http://www.actupparis.org)

Mois	Nombre de visites
janv-16	53962
févr-16	51759
mars-16	50890
avr-16	48202
mai-16	57255
juin-16	47679
juil-16	48298
août-16	57242
sept-16	62478

oct-16	53303
nov-16	67485
déc-16	52694

Comparaison 2014/2015/2016	Nombre de visites
Minimum mensuel 2014	41447
Maximum mensuel 2014	63141
Minimum mensuel 2015	40271
Maximum mensuel 2015	70106
Minimum mensuel 2016	47679
Maximum mensuel 2016	67485
Total 2014	570200
Total 2015	632271
Total 2016	651247

Un certain nombre de critiques ont été formulées par les militantEs sur le site internet, considéré comme n'étant plus aux normes de consultation actuelle. Une réflexion s'est engagée sur la modernisation du site. Ceci passera par une refonte du site d'Act Up-Paris et la mise en valeurs de rubriques plus aisément identifiables, notamment pour l'activité sur le volet « Vivre Avec », qu'il s'agisse d'informations sur les droits sociaux ou sur l'information thérapeutique.

Des réunions de travail ont été organisées entre militants et aboutirent à la solution d'un nouveau site internet d'Act Up-Paris ex nihilo. Le site actuel serait conservé en archive, avec une URL modifiée. Le transfert de certains articles du site actuel vers le nouveau sera décidé en fonction des dossiers. Le travail de recherche de l'opérateur réalisant le nouveau site et la recherche de financements se poursuivent.

La même problématique s'est posée pour le site Reactup, avec une décision de sa refonte. Ces deux dossiers sont traités conjointement pour créer plus de ponts entre ces deux sites gérés par l'association.

#### 1.4. L'e-mail général d'Act Up-Paris, [actup@actupparis.org](mailto:actup@actupparis.org)

Nous recevons une dizaine de sollicitations par semaine à cette adresse. Les sollicitations les plus fréquentes concernent les demandes liées aux droits des étrangèrEs, aux droits sociaux, aux personnes souhaitant nous rejoindre, aux exposés d'étudiantEs, aux recherches d'emploi, aux demandes d'intervention, à la recherche de préservatifs ou d'affiches qui ont plu. Plus généralement, l'email de l'association est devenu, au fil des années, un système de veille, ou de nombreuses situations critiques sont exposées et de l'aide demandée. Une réponse y est apportée rapidement par les co-secrétaires ou une personne plus au fait du sujet du message. Il est à noter que le flux des messages arrivant sur notre boîte mail général a diminué au profit de notre messagerie sur Facebook, relevée pour des demandes et dans des conditions similaires.

#### 1.5. La newsletter Act Up-Infos

Elle permet de donner des informations aux sympathisantEs, et aux adhérentEs qui ne souhaitent pas être inscrits sur ActUpNews. Elle informe sur les sujets de plaidoyer, les manifestations et actions auxquelles a participé ou va participer Act Up-Paris.

Le support a été relancé en janvier 2016, sur une base mensuelle, ou presque, depuis lors. L'article équivalent est également posé sur notre page Facebook.

## 1.6. Les réseaux sociaux d'Act Up-Paris

Act Up-Paris tient une page Facebook<sup>1</sup>, un compte Twitter @actupparis<sup>2</sup> ainsi qu'un compte YouTube<sup>3</sup>. Ces outils nous servent principalement à relayer les activités de l'association. La page Facebook nous permet également de rester en contact avec les sympathisantEs et à répondre aux diverses questions.

Au 31 décembre 2016, la page Facebook d'Act Up-Paris a été « likée » par 12 173 personnes (environ 1 600 de plus que l'année précédente, avec 10 500 likes au 31 décembre 2015). Le compte twitter comptait un peu plus de 5 700 abonnéEs (500 de plus par rapport à l'année précédente). La communication en fin d'année a permis un bond significatif de ces mentions, ce qui est positif, et ce, même sans avoir investi pour augmenter la portée de nos publications.

Un blog avait été ouvert sur Yagg, mais son actualisation a été compliquée du fait de soucis techniques, puis les difficultés de Yagg ont pris le pas.

## 1.7. Communication et rapport aux médias

La communication au sein d'Act Up-Paris répond à l'objectif de dénoncer, d'influencer, d'informer sur la lutte contre le sida et les discriminations. À ce titre, elle doit se faire l'écho des revendications des principaux groupes de travail de l'association (prévention, droits sociaux, LGBTphobies, international, etc.) avec des stratégies de moyen et long terme, mais aussi réagir immédiatement à certains faits d'actualité.

La communication s'adresse à la fois aux médias et aux sympathisantEs. Elle doit également informer sur les dates et ordres du jour des réunions de l'association : RéPI, RH, AG, etc. ; et relayer les nouveaux articles du site dédié à la prévention REACTUP<sup>4</sup>.

L'absence d'unE coordinateurICE communication est toujours un obstacle important à une communication efficace. Nos bénévoles ont néanmoins progressé sur ce point. Notre audience reste ainsi assez limitée, mais a cette année été néanmoins portée autour de plusieurs sujets d'actualité :

### *Condamnation LMPT*

L'annonce de la condamnation face à LMPT (voir plus loin) a généré une dépêche AFP, et donc un nombre important d'articles, d'aucuns ayant été édités pour annoncer notre pourvoi en cassation.

Des textes d'analyse ont également été publiés, parfois sous la forme de tribunes, voir par exemple le texte de Daniel Borillo du 8/11/2016 : [http://www.liberation.fr/debats/2016/11/08/la-manif-pour-tous-est-elle-homophobe\\_1526774](http://www.liberation.fr/debats/2016/11/08/la-manif-pour-tous-est-elle-homophobe_1526774)

### *Censure des campagnes de prévention*

La censure des campagnes de prévention de Santé Publique France par certains maires, quelques jours avant la journée mondiale de lutte contre le sida, a également été un sujet couvert par la presse avec un grand intérêt.

Nous avons en particulier répondu aux questions de *Buzzfeed France* à ce sujet : [https://www.buzzfeed.com/mariekirschen/affiches-censurees-il-est-capital-davoir-des-campagnes-vih-c?utm\\_term=.skRL570#.pqj0RNZ](https://www.buzzfeed.com/mariekirschen/affiches-censurees-il-est-capital-davoir-des-campagnes-vih-c?utm_term=.skRL570#.pqj0RNZ)

<sup>1</sup> <https://www.facebook.com/actupparis>

<sup>2</sup> <https://twitter.com/actupparis>

<sup>3</sup> <https://www.youtube.com/user/ActUpParis>

<sup>4</sup> <http://www.reactup.fr>

### *Victoire de François Fillon à la primaire de la droite*

Le visuel extrait du mur des homophobes, réalisé en 2013, et repartagé au terme de la primaire de la droite et du centre suite à la victoire de François Fillon a été vu plus de 500 000 fois sur Facebook. Il a été republié par *Les Inrocks* la semaine suivante. Il complétait un communiqué de presse d'analyse des implications de cette victoire : <http://www.actupparis.org/spip.php?article5564>

### *Premier décembre*

Deux sujets ont particulièrement intéressé la presse autour de la journée mondiale de lutte contre le sida, en plus de la censure des campagnes de prévention :

- les contraintes ayant pesé sur l'organisation (voir plus bas), ici rapportées à *France info* le 29 novembre dans une stratégie de publicisation des demandes de la Préfecture de Police pour négocier un allègement de celles-ci : [http://www.francetvinfo.fr/sante/sida/act-up-denonce-la-volonte-des-autorites-de-restreindre-sa-marche-contre-le-vih\\_1944995.html](http://www.francetvinfo.fr/sante/sida/act-up-denonce-la-volonte-des-autorites-de-restreindre-sa-marche-contre-le-vih_1944995.html)

- le déroulement de la marche, couverte en particulier par *Le Monde* :

[http://www.lemonde.fr/societe/article/2016/12/02/a-la-manifestation-parisienne-contre-le-sida-l-amertume-des-militants\\_5041852\\_3224.html](http://www.lemonde.fr/societe/article/2016/12/02/a-la-manifestation-parisienne-contre-le-sida-l-amertume-des-militants_5041852_3224.html)

Travailler à l'amélioration de notre communication reste un objectif central en matière de fonctionnement de l'association.

## **Les communiqués de presse**

Les différents communiqués sont évoqués tout au long de ce rapport dans les parties concernées. Ils sont préparés et relayés de manière bénévole. Un fichier restreint de contacts privilégiés a été constitué et est régulièrement averti de nos publications. Reste à multiplier les occasions d'échanger avec ces contacts et à élargir ce fichier.

## **1.8. Diffusion/Fichiers**

### **Le fichier**

Cette année, comme les précédentes, la tenue du fichier a particulièrement souffert de l'absence de salariéE sur le poste Diffusion/Fichier, faisant dépendre sa mise à jour de l'activité des bénévoles. Celle-ci s'est dès lors concentré sur les relations avec les donateurICEs, et moins aux contacts institutionnels et politiques. C'est une difficulté importante à l'action d'une association de plaidoyer politique comme la nôtre.

### **Organisation des mailings**

Les mailings qui sont organisés en interne (RéPI, Guides, appels à don et reçus fiscaux), sont assurés par des bénévoles, certains viennent à l'association pour assurer cette tâche spécifiquement. Ils et elles sont recrutéEs par des annonces sur notre site ou sur une liste interne spécifique de personnes désirant apporter de leur temps pour ces mailings.

La préparation, la coordination et l'animation des mailings ont été assurées par le Secrétariat Général, la Trésorerie ou d'autres bénévoles.

### **VPC (Vente par Correspondance)**

L'activité de vente par correspondance repose principalement sur le paiement en ligne via Paypal. Les tâches assumées bénévolement correspondent à la gestion des stocks, à la tenue de l'inventaire et au traitement des commandes. Ces tâches sont supportées par le cotrésorier depuis le changement de CA.

## 2. Accompagner

Le compte rendu de la permanence Droits sociaux, qui accompagne des personnes vivant avec le VIH dans leurs démarches relatives à l'accès aux droits, est présenté dans la partie Vivre Avec du rapport.

## 3. Plaider

Par son organisation en commissions thématiques et par les discussions qu'elles suscitent en RH, Act Up-Paris mène un travail approfondi d'appropriation d'enjeux liés à l'épidémie, qui alimente nos interpellations.

Sous la forme de textes, de courriers, de prises de rendez-vous, d'alertes, ce travail est d'autant plus efficace qu'il bénéficie de notre image militante.

L'ensemble du rapport d'activité, dans sa partie thématique en assure l'illustration concrète.

## 4. Actions publiques, manifestations, commémorations

### Le Pôle Action Publique Événementiel

Le Pôle Action Publique Événementiel, qui sera par la suite désigné par l'acronyme PAPE, a été remonté en 2011 par les militants afin de pouvoir mieux organiser les événements et actions de l'association. Il vient en aide aux commissions qui le demandent pour la réalisation de zaps et propose aussi de manière semi-indépendante des événements festifs et activistes. En 2016, le PAPE a surtout fonctionné par sa liste mail de travail, regroupant les tâches à effectuer par les militantEs des diverses commissions.

Les deux objectifs principaux du PAPE sont de permettre une préparation d'actions et d'événements liés aux activités de l'association et aussi d'offrir des possibilités d'événements festifs avec une dimension prévention du VIH. Il est également chargé de la tenue des stocks de matériel servant au différents zaps et manifestations.

### Actions de terrain, prévention

Celles-ci sont décrites dans la partie Prévention du rapport.

### Interpellations directes, zaps

Act Up-Paris a été à l'origine de plusieurs actions de type « zap » en 2016, d'organisation légère au vu des contraintes inhérentes à l'état d'urgence :

#### *Action Pharma Greed Kills, le 1<sup>er</sup> avril*

Le 1<sup>er</sup> avril, Act Up-Paris s'est jointe à des organisations de 25 pays de tous les continents pour pointer les pratiques de l'industrie pharmaceutique, en matière d'accès insuffisant et/ou à des prix trop élevés aux traitements.

Comme dans plusieurs autres pays du monde, une manifestation de protestation s'est tenue devant le laboratoire Gilead à Boulogne-Billancourt. Une banderole « Shame on Gilead », des foies rappelant que les traitements anti-VHC commercialisés par Gilead, les premiers mis sur le marché, ont atteint des prix ayant peu d'équivalents, ayant conduit à des politiques de rationnement même dans les pays développés, des slogans ont été chantés pendant quelques minutes.

La préparation de l'action a demandé un mois de travail et de coordination et a impliqué des activités d'Act Up London, Act Up New York, et Act Up-Paris, entre autres. Autant de liens tissés !

L'action a fait l'objet d'une couverture médiatique en France sur le site de Yagg :

<http://yagg.com/2016/04/02/action-internationale-contre-les-prix-des-medicaments-vih-et-hepatite-c/>

Un site a été monté pour rendre compte de toutes les actions entreprises :

<https://www.pharmagreedkills.com/>



*Contre le sida, 1 journée ne suffit pas !*

Le lendemain de la manifestation du 1<sup>er</sup> décembre, les militantEs d'Act Up-Paris ont organisé plusieurs déploiements de banderoles, dans plusieurs lieux de la capitale, pour rappeler que la lutte contre le sida, c'est tout le temps !

[https://www.facebook.com/pg/actupparis/photos/?tab=album&album\\_id=10154310383898650](https://www.facebook.com/pg/actupparis/photos/?tab=album&album_id=10154310383898650)

## Actions publiques et manifestations

Cette année, Act Up-Paris a participé à plusieurs actions publiques et a été à l'origine d'un rassemblement pour le premier décembre, journée mondiale de lutte contre le sida.

*Pink Bloc dans la Manif contre l'état d'urgence le 30 janvier*

Act Up-Paris a participé au Pink Bloc appelé dans la manifestation contre l'état d'urgence du 30 janvier. Sous une pluie battante, de République au Conseil d'Etat, place Colette, nous nous sommes jointEs aux plusieurs dizaines de militantEs adoptant un point de vue critique de l'état d'urgence en tant que militantEs LGBT, au sein d'une manifestation regroupant plusieurs milliers de personnes. Nous avons en particulier mis en avant que l'état d'urgence masque les vraies urgences, sociales, et notamment la lutte contre le sida. A l'issue de cette manifestation, nous avons déposé une gerbe devant la place vendôme en hommage aux droits des trans, oubliés par Taubira tout au long de ses fonctions de Garde des Sceaux.



*Rassemblement-hommage aux 10 ans de la mort d'Ilan Halimi (14 février)*

Le 14 février s'est tenu un rassemblement, à l'appel de Juives et Juifs Révolutionnaires, en hommage à Ilan Halimi, pour les 10 ans de sa mort, et contre l'antisémitisme. Nous y avons participé.

*6 mars : manifestation féministe à Belleville*

Act Up-Paris a une nouvelle fois participé aux mobilisations féministes autour de la journée internationale de luttes pour les droits des femmes, en choisissant de soutenir celles qui s'opposent à la pénalisation des clients, celles qui ne tiennent pas de discours islamophobes. Nous avons pris part à la manifestation du 6 mars entre Belleville et la place Baudoyer, pour parler de la place de touTEs les femmes dans l'épidémie de VIH/sida et dans la lutte contre le sida. Nous avons aussi assuré une mise à disposition de matériel de prévention au festival féministe dont la manifestation était l'un des temps forts.

*Mobilisations contre la loi travail – printemps 2016*

Act Up-Paris a participé à plusieurs mobilisations contre la loi travail. Nous nous sommes opposés fermement à la dégradation des conditions de travail qu'elle représente, et au démantèlement de la médecine du travail : <http://www.actupparis.org/spip.php?article5482>

*Mobilisation contre les violences policières le 19 mars*

Aux côtés de familles de victimes, et d'organisations dénonçant les violences policières, Act Up-Paris a manifesté entre Gare du Nord et Ménilmontant, le 19 mars.

*Rassemblement contre la pénalisation des clients – 6 avril*

Le jour du vote par l'assemblée nationale de la version finale du texte contenant les mesures d'abrogation du délit de racolage, remplacé par la tout aussi peu acceptable pénalisation des clients, et dont le volet d'aide à la sortie est une incurie, nous avons participé à la mobilisation organisée pour critiquer ce vote, aux côtés de travailleurEUSEs du sexe regroupés en syndicats et/ou en associations, et des associations de santé, qui critiquent le bilan sanitaire de cette politique répressive.

*Nuit Debout – mars, avril 2016*

Plusieurs distributions de préservatifs et des dons à l'infirmerie de la Place de la République ont été organisées au cours de l'occupation de la place par « Nuit Debout ». Nous avons aussi participé à plusieurs discussions au sein de l'espace LGBTI ouvert sur la place.

*Rassemblement en hommage à Brahim Bouarram – 1er mai*

Act Up-Paris a participé au rassemblement commémorant chaque année la mort de Brahim Bouarram, mort noyé le 1<sup>er</sup> mai 1995 après avoir été jeté à l'eau par des militants d'extrême-droite provenant du cortège de la manifestation du FN.

*Point fixe le 1er mai*

Act Up-Paris a tenu un point fixe l'après-midi du premier mai dans la manifestation intersyndicale. Notre banderole « Minima sociaux : des miettes pour les séropos ! » protestait contre la faiblesse des revalorisations enregistrées au 1<sup>er</sup> avril 2016. Nous lui avons assuré une visibilité au fur et à mesure du passage du cortège devant ce point fixe.



### *Rassemblement à Argenteuil contre la censure (12 mai)*

Le 12 mai, Act Up-Paris a pris part au rassemblement organisé à Argenteuil face à la censure de *La sociologue et l'ourson* par la Mairie, ainsi que d'un autre film. Nous y avons pris la parole pour dénoncer l'homophobie intrinsèque véhiculée par cette décision.



### *IDABLHOT*

Pour le 17 mai, qui marque la journée internationale de lutte contre les LGBTIphobies, Act Up-Paris a participé aux villages associatifs organisés en deux occasions : le 17 mai au métro Marcadet Poissonniers, le 21 mai place Edmond Michelet. Nous avons pris la parole au premier pour rappeler l'actualité de la lutte pour la santé mentale des LGBT (<http://www.actupparis.org/spip.php?article5498>). Des militantEs d'Act Up-Paris ont également participé au rassemblement organisé devant le siège du Parti Socialiste à l'appel de Fières et d'AIDES Paris 12.

### *Rassemblement pour la PMA – 29 mai*

Le 29 mai, Act Up-Paris a participé au rassemblement organisé Place Baudoyer autour de SOS-Homophobie et de l'InterLGBT, à l'occasion de la Fêtes des Mères, pour demander la PMA pour touTEs.

### *Mad pride – 11 juin*

Act Up-Paris a participé à la 3<sup>ème</sup> édition de la Mad Pride, marche organisée pour l'affirmation des personnes atteintes de troubles mentaux, dans une logique d'empowerment face au pouvoir médical et de revendication des droits sociaux.

### *Pride de Nuit – 28 juin*

A la date anniversaire des émeutes de Stonewall, la deuxième édition de la Pride de Nuit a rassemblé plusieurs milliers de personnes dans les rues du Marais. Nous y avons fait entendre notre amère déception face au bilan du gouvernement, notamment en ce qui concerne la lutte contre le sida. Notre présence, derrière la banderole « Colères ! » a été particulièrement remarquée.



### *Marche des Fiertés – 2 juillet*

L'édition 2016 de la Marche des Fiertés, malgré un parcours réduit à une peau de chagrin, a été marquée par l'organisation d'un cortège regroupant diverses structures, sous l'appellation de « Pôle radical ». A l'initiative du NPA, Act Up-Paris a occupé une place importante dans les préparatifs du cortège, qui a regroupé 1500 à 2000 militantEs.

Si cette initiative a permis à Act Up-Paris de reprendre une participation sous la forme d'un cortège et non d'un point fixe, comme en 2015, la banderole en propre d'Act Up-Paris (« J'ai 20 ans, le PS passe, mon sida reste ! ») a été un peu diluée dans l'organisation de l'ensemble du pôle. Nous avons cependant veillé à prendre la parole avant le départ, notamment pour rappeler que nous partions à proximité du lieu où Brahim Bouarram avait été jeté à la Seine, ainsi qu'avant les 3 minutes de silence et de die-in en hommage aux mortEs du sida.



### *Mobilisation en soutien aux migrantEs à l'été*

Tout au long de l'été, Act Up-Paris a participé à différentes mobilisations en soutien des migrantEs, dont la situation à Paris reste épouvantable. Nous avons en particulier marché à leurs côtés le 13 août, et le 27 août, qui commémorait les 20 ans de l'occupation de l'Eglise Saint-Bernard. 20 ans après, les majorités étaient différentes, mais l'inhumanité des gouvernements reste la même.

### *Manifestation pour la Journée internationale de la bisexualité – 24 septembre*

Pour la deuxième année, une marche était organisée pour la journée internationale de la bisexualité, cette année entre Colonel Fabien et Beaubourg. Nous en avons été comme l'an dernier !

### *Journée de la disance – 6 octobre*

Pour la deuxième année consécutive, Act Up-Paris s'est mobilisée autour de la journée de la disance. Les actions à cette occasion sont détaillées dans la partie décrivant les activités de la commission LGBTphobies-sérophobie.

### *Existrans – 15 octobre*

Act Up-Paris a une nouvelle fois participé à l'Existrans, le 15 octobre cette année entre Belleville et la place du Châtelet. Pour la 20<sup>ème</sup> édition, le collectif Existrans et les associations signataires ont rappelé qu'en 20 ans, au sujet des droits des trans, « la France [n'a fait que les] piétiner ». Nous nous sommes joints à ce message en rappelant que cette extrême vulnérabilité et cette extrême précarité, entretenues faute d'une législation satisfaisante, exposent à des contaminations.

### *Manifestation « Justice pour Adama » – 5 novembre*

Le 5 novembre, entre Châtelet et République, nous avons participé à l'une des manifestations demandant justice pour Adama, et l'éclaircissement des inacceptables conditions de sa mort.

### *TDOR – 20 novembre*

Act Up-Paris a participé au Transgender Day of Remembrance, la Journée du souvenir trans, le 20/11, un rassemblement ayant été organisé à proximité de la place Vendôme.

### *Journée mondiale de lutte contre le sida – 1<sup>er</sup> décembre*

Pour la seconde année consécutive, l'organisation de la manifestation du premier décembre a connu des complications du fait des contraintes sécuritaires de la Préfecture de Police.

Alors que nous avons choisi de mettre en perspective les enjeux actuels avec l'ouverture de la campagne électorale par un mot d'ordre interrogeant notre capacité collective à peser dans les mois à venir, et constatant une difficulté à se satisfaire des offres alors proposées, notre appel "Séropos, on vote pour qui ?" a été signé largement, par une trentaine d'associations de toute la France, et relayé par une vingtaine de soutiens supplémentaires :

<http://www.actupparis.org/spip.php?article5558>

Nous avons pour objectif de marcher de la place de l'Hôtel de Ville à la place Baudoyer en remontant en partie le Boulevard de Sébastopol. Mais les exigences de la Préfecture de Police nous ont imposé de composer et de réduire le parcours, qui a dès lors mesuré à peine 1km. Cette négociation ne nous a guère enchanté, mais notre fermeté face aux exigences de la Préfecture de Police nous a cependant permis de conserver le caractère de cortège de la manifestation, et d'éviter de nous cantonner à un rassemblement statique comme l'an dernier. Cette négociation ferme a notamment reposé sur la publication régulière d'informations auprès des associations associées à l'événement, et d'une lettre ouverte aux élus locaux et nationaux. Les soutiens reçus et la publicité de cette démarche dans la presse ont indubitablement pesé dans cette négociation, et nous remercions ainsi les témoignages de soutien, notamment du groupe EELV de la Mairie de Paris.

Nous avons ainsi pu prendre la parole pour la première fois pour un premier décembre devant la Mairie de Paris, le STRASS profitant de l'occasion pour adresser un message fort à la Mairie de Paris.

A l'issue de la manifestation, place Baudoyer, la Mairie du IV<sup>ème</sup> arrondissement de Paris a hébergé la cérémonie de la lecture des Noms et le déploiement de Patchworks.

En 2017, nous organiserons un événement plus ambitieux encore, en bénéficiant sur 2 jours de la Halle des Blancs-Manteaux.



[http://www.lemonde.fr/societe/article/2016/12/02/a-la-manifestation-parisienne-contre-le-sida-l-amertume-des-militants\\_5041852\\_3224.html](http://www.lemonde.fr/societe/article/2016/12/02/a-la-manifestation-parisienne-contre-le-sida-l-amertume-des-militants_5041852_3224.html)

### *Manifestation contre la précarité – 3 décembre*

Une manifestation était organisée le samedi 3 décembre contre la précarité, entre Stalingrad et Porte de Clichy. Nous y avons participé pour rappeler que la précarité concerne en particulier les séropositifEs.

### *Journée de lutte contre les violences faites aux travailleurEUSEs du sexe - 17 décembre*

Act Up-Paris a participé le 17 décembre au rassemblement organisé par le STRASS sur le parvis des Droits [humains] au trocadéro pour la journée de lutte contre les violences

faites aux travailleurEUSEs du sexe, exacerbées depuis le vote de la loi de pénalisation des clients.

### *Manifestation antifasciste - 28 décembre*

Act Up-Paris a participé à une mobilisation antifasciste dénonçant en particulier les violences policières et la répression des migrantEs au soir du 28 décembre dans les rues du 18<sup>ème</sup> arrondissement de Paris.

## **Commémorations**

### *Candlelight day – 9 juin*

Chaque année, le troisième dimanche de mai marque théoriquement le Candlelight Day, journée de mémoire des personnes mortes du sida. Cette année encore, nous nous sommes réunis début juin à l'Artère du Parc de la Vilette, grâce à Sidaction. Nous avons pris la parole pour rappeler l'urgence de lever l'interdiction des soins funéraires pour les personnes séropositives. Notre appel a été relayé par de nombreuses associations : <https://transversalmag.fr/articles/128-appel-interassociatif-soins-fun%C3%A9raires>

### *20 ans du couvent de Paname – 30 avril*

Act Up-Paris a participé à la soirée d'hommage et d'anniversaire pour les 20 ans du Couvent de Paname, qui s'est déroulée à la Mutinerie. Nous avons offert à nos sœurs une affiche décorée pour rappeler que nous sommes engagés côte à côte contre le sida.

## **Soirées, expositions, festivals**

### *Printemps des Associations – 2 avril*

Act Up-Paris a tenu un stand comme de coutume le 2 avril au Printemps des Associations, l'occasion pour nous de nous rendre visible auprès des participantEs.

### *Expo REACTUP – 20 juin...*

Pour les 6 ans du dispositif REACTUP, Act Up-Paris a organisé une exposition au local. Le vernissage fut l'occasion de faire la fête dans nos locaux. Une trentaine de personnes a participé à ce moment déjanté avant d'enchaîner sur les Solidays, la Pride de Nuit, et la Marche des Fiertés.



### *Solidays – 24, 25, 26 juin*

Act Up-Paris a renoué avec les Solidays en 2016. Nous avons tenu un stand au cours des 3 jours, autour du message « FièrEs de lutter contre le sida ! », proposant diverses activités, dont la confection de totebags personnalisés qui a connu un beau succès.

Act Up-Paris a également pris la parole contre la sérophobie avant le concert de Feu! Chatterton : le texte est ici, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5514> ; la vidéo là : [https://www.dailymotion.com/video/x4lc79g\\_prise-de-parole-de-mikael-d-act-up-paris-france-contre-la-serophobia\\_school](https://www.dailymotion.com/video/x4lc79g_prise-de-parole-de-mikael-d-act-up-paris-france-contre-la-serophobia_school)



Enfin, les Solidays ont été l'occasion d'interpeller les responsables politiques qui y sont passé : Anne Hidalgo, Christiane Taubira, Nathalie Kosciusko-Morizet, Valérie Pécresse, Jean Spiri notamment. La visite de Marisol Touraine du dimanche aurait du être l'occasion pour celle-ci d'échanger avec les associations de lutte contre le sida. Devant son refus de répondre à nos questions et son désintérêt franc pour certains dossiers, nous avons haussé la voix. Elle a préféré écourter sa visite plutôt que de s'intéresser aux interrogations sur la situation des séropositifVEs.

Nous avons résumé ces passages des politiques aux Solidays par une réaction : <http://www.actupparis.org/spip.php?article5515>

#### *Soirée de soutien à la manifestation du premier décembre – 26 novembre*

Le samedi précédant la manifestation du premier décembre, nous avons organisé une soirée de soutien à la marche à la Mutinerie. Elodelu nous a apporté un soutien indéniable à la programmation, et plusieurs performances ont ainsi rythmé la marche, en plus d'une prise de parole expliquant les enjeux. Des photos d'actions précédentes ont aussi été projetées en tant que faisant partie d'une performance. Cette occasion nous a permis de récolter des fonds utiles pour couvrir les dépenses liées à la manifestation du premier décembre.

#### **4. Les affaires judiciaires**

Les affaires judiciaires sont la conséquence des actions d'activisme d'Act Up-Paris.

En 2016, 4 affaires impliquent l'association.

##### **Affaire Vanneste**

La plainte que nous avons déposée en 2009 auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme est toujours en cours de traitement. Cette plainte contre la France, jugée recevable, vise la décision de la Cour de Cassation en 2008 d'annuler la condamnation de Christian Vanneste pour injure en raison de l'orientation sexuelle (condamnation prononcée en première instance et fixée en appel). Maître Caroline Mécarry suit le dossier à titre gracieux.

##### **ZAP Lejeune**

Le 4 août 2013, Act Up-Paris zappe le siège de la fondation Lejeune, lobby réactionnaire homophobe et sexiste, dont la directrice de la communication n'est autreque Ludovine de la Rochère, présidente de La Manif pour tous. À la suite de ce zap, trois plaintes ont été déposées :

- une pour dégradations volontaires, par la fondation Lejeune ;
- une pour injures publiques, par La Manif pour tous (LMPT) ;
- une pour diffamation, par Ludovine de la Rochère.

La première de ces plaintes ciblait personnellement les militantEs ayant participé au zap. La situation particulière d'unE d'entre elleux, dont la condamnation pouvait faire

échouer la naturalisation, a poussé l'association à rembourser les frais de nettoyage liés à l'action afin que les poursuites soient abandonnées. Cette décision était exceptionnelle et ne remet pas en cause les principes de l'association en matière d'action publique.

Les deux autres plaintes ciblent Laure, présidente au moment du zap.

Pour la plainte de LMPT, pour injures publiques, l'instruction s'est faite au printemps 2014, l'audience de jugement a eu lieu le 15 décembre 2015. Faute de dossier constitué en bonne et due forme, la plainte de LMPT a été jugée irrecevable. Appel a été fait de cette décision par LMPT, l'audience de jugement en seconde instance a eu lieu le 7 septembre 2016. Le rendu délivré le 3 novembre 2016 a condamné Laure à 800 euros d'amendes, autant de dommages et intérêt, et le remboursement des frais de justice à hauteur de 1500 euros. Nous avons formé un pourvoi en cassation (<http://www.actupparis.org/spip.php?article5554>), qui n'est pas suspensif des condamnations financières, qui sera examiné fin 2017 ou en 2018. Me Spinozi assurera le suivi de ce dossier auprès de la Cour de Cassation.

Pour la plainte de Ludovine de la Rochère, l'instruction s'est faite au printemps 2015, l'affaire a été examinée en décembre 2016 en première instance. Le jugement rendu de janvier 2017 épargne Act Up-Paris, mais Ludovine de la Rochère a fait appel et l'audience en seconde instance aura lieu en septembre 2017. Me Geronimi assure le suivi de ce dossier.

## Affaire Agrif

Le 23 novembre 2012, Act Up-Paris a publié sur son site Internet un texte produit par un collectif d'individus opposés aux manifestations homophobes, lesbophobes, transphobes et réactionnaires qui se sont déroulées les 17 et 18 novembre 2012. À la suite de cette publication, l'Agrif poursuit Frédéric, alors président de l'association pour :

- provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée ;
- provocation à commettre des atteintes volontaires à l'intégrité de la personne et des agressions sexuelles définies par le livre II du code pénal.

Frédéric, président d'Act Up-Paris au moment des faits, a été mis en examen dans cette affaire en tant que directeur de la publication du site Internet. L'affaire a été renvoyée devant le tribunal correctionnel, l'audience de jugement a eu lieu en septembre 2015. Act Up-Paris n'a pas été condamnée, mais l'AGRIF a fait appel de cette décision. Une nouvelle audience a eu lieu le 20 janvier 2016 et un jugement rendu au printemps ont abouti au même résultat, ce qui a ainsi clot l'affaire. Act Up-Paris remercie Me Simsek d'avoir assuré notre défense dans cette affaire.

## Affaire Phicogis

Un des axes de travail de l'association est l'amélioration de la qualité des préservatifs pour les rendre plus attractifs. Divers retours nous ayant été signalés quant aux préservatifs distribués par l'Inpes/Santé Publique France, nous avons alerté publiquement sur cette situation. Face à la menace de poursuites judiciaires du distributeur impliqué, nous avons dans un premier temps contré en délivrant nos éléments, puis avons accepté l'abandon de l'affaire proposée par le distributeur. Notre plaidoyer se prolongera auprès des acteurs publics en charge de la rédaction des marchés publics pour élargir la gamme des préservatifs distribués dans ce cadre.

## Les archives de l'association

Après le transfert des archives d'Act Up-Paris Paris, au premier trimestre 2014, en dépôt aux Archives nationales, puis la décision de la RH du 30 juillet 2015 sur la propriété des archives d'Act Up-Paris (don des archives papier aux Archives nationales et transfert de la propriété de des archives objets au collectif les Balayees archivistes LGBT, dont les membres sont des militants de l'association, dans le but de procéder au transfert des objets au Mucem), le travail de conditionnement et de mise à consultation du public aux Archives nationale s'est terminé. La table des matières du répertoire des archives de l'association a été publiée en mai : [https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/rechercheconsultation/consultation/ir/pdfIR.action?irId=FRAN\\_IR\\_050813](https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/rechercheconsultation/consultation/ir/pdfIR.action?irId=FRAN_IR_050813)

La transmission des archives d'Act Up-Paris au Mucem a pris du retard, du fait du travail des équipes du musée sur d'autres dossiers.

Un autre sujet concernant la mémoire d'Act Up-Paris que l'association a porté vient de l'initiative personnelle d'un militant de l'association de demander à la mairie de Paris de renommer une rue au nom de Clews Vellay. Face à la longueur de la liste d'attente, la Mairie de Paris a conseillé la pose d'une plaque sur la façade d'un immeuble plutôt que sur un trottoir, lors d'un rendez-vous avec Youssef Khemissi, adjoint d'Hélène Bidard, le 11 janvier. L'idée a germé et a abouti à la suite d'un second entretien le 7 juin au vote en RH du texte de la plaque et du lieu de la pose, à savoir le 3 rue Keller où siégeait le Centre Gay et Lesbien, fondé en autres par des actuppiens et duquel le cercueil de Clews Vellay est parti pour sa crémation au Père Lachaise.

Le syndicat de copropriété du 3 rue Keller fut contacté parla Mairie pour soumettre au vote la décision de pose de la plaque, mais l'AG du syndicat venait d'avoir lieu quelques jours seulement auparavant, reportant la décision d'un an.

## *120 battements par minute*, un film sur Act Up-Paris

L'annonce du projet d'un film autour des combats d'Act Up-Paris au début des années 1990 a été faite fin 2015-début 2016 à Act Up-Paris qui a lu et approuvé le scénario projeté. Avant le tournage, à partir de la Marche des Fiertés de 2016, des contacts ont été pris, une convention signée, et nous avons fourni de la documentation à l'équipe du film.

En contrepartie de la cession de nos droits et de l'autorisation d'utiliser notre noms et nos slogans, la production du film a versé à Act Up-Paris la somme de 15 000 euros.

Le film a été présenté à Cannes en mai 2017, et a emporté la Queer Palm et le Grand Prix du Jury.

Sa sortie en salles, le 23 août, ne manquera pas d'être un moment important dans la notoriété de l'association et un tournant important à négocier pour Act Up-Paris sur le plan de l'outreach et de la communication.

# Prévention

## Le dispositif REACTUP

### Objectif

Le projet **REACTUP.fr** mis en œuvre par l'association depuis 2009 et proposé à nos financeurs est celui d'un ensemble d'outils de communication organisés autour d'un site internet destiné à développer une nouvelle approche de prévention à destination du public gay. L'année 2016 a été l'occasion de mieux développer et de consolider l'ensemble des outils du projet **REACTUP.fr**

Son originalité réside dans la réponse que ce projet apporte face au constat que de nombreuses idées fausses ou préconçues circulent dans la communauté gay comme ailleurs au sujet de l'épidémie de sida, de la transmission du virus et les manières de s'en protéger de nature à fausser la perception des risques et les comportements adoptés par les gays dont il résulte en partie au moins la difficulté du contrôle de l'épidémie. Notre perception de ces phénomènes est basée sur un outil classique et bien maîtrisé à Act Up, celui de la veille et de la collecte permanente d'information scientifique de première main susceptible de guider nos options et nos discours avec une certaine anticipation par rapport aux données d'observation épidémiologiques disponibles. Mais elle résulte aussi de la connaissance du milieu gay que possèdent les militants et les personnes qui participent au projet.

Comme nous l'avons réalisé dans le domaine thérapeutique, nous avons donc formulé l'équivalent de l'empowerment des séropositifs appliqué à la prévention gay : l'information communautaire à partir des données de la science en les rendant accessibles par des outils de communication. C'est le projet **REACTUP.fr**

### Activité 2016

L'activité **REACTUP.fr** tout au long de cette année a été assurée par un travail collectif important. La commission prévention, réunie toutes les deux semaines lors des « sexpôles », examine l'activité du projet et prend les décisions d'ordre éditorial : examen de l'audience et des questions des internautes, veille bibliographique et choix de sujets de publication, discussion des contenus et du calendrier des publications des bulletins imprimés, répartition du travail d'écriture. Les rédacteurs internes et externes participent à la rédaction des articles et dossiers du site internet.

Le coordinateur prévention, Hugues Fischer, organise l'ensemble du travail de production du site et des bulletins imprimés. Il a été fortement soutenu dans cette action par le coordinateur de la commission prévention, mais aussi par les administrateurs de l'association.

Pour la sixième année de vie du projet **REACTUP.fr**, un certain nombre de constats peuvent être établis. Le site constitue une source d'informations consolidées qui intéresse beaucoup la cible principale, les gays. Mais comme beaucoup de médias du même type, il ne connaît pas une audience de site d'actualité et n'a sans doute pas vocation à y prétendre. En revanche, la progression toujours régulière de l'auditoire et les temps passés sur les sujets les plus pointus montrent l'intérêt de ceux qui visitent les pages du site pour les questions que nous traitons et la façon dont nous les présentons.

Ce que l'on peut également tirer comme conclusions de ces années d'exercice, c'est que **REACTUP.fr** ne fera pas sa place comme site d'actualité mais a une place réelle comme référence documentaire. Il suffit pour s'en convaincre de voir l'énorme notoriété acquise par des articles du socle de connaissances rédigés comme de

véritables compte-rendu scientifiques sans commentaires inutiles mais assortis d'explications et de notes de clarification permettant à tous, quels que soient leur niveau, de comprendre. Le fait de publier des données objectives assorties des éléments permettant de les comprendre donne à **REACTUP.fr** une place spécifique de site de référence. C'est ce qu'il nous faut cultiver plus avant car c'est à l'évidence ce que recherchent les internautes qui nous consultent.

Pour ce qui est des bulletins imprimés de **REACTUP.fr**, quatre ont été planifiés à intervalle régulier et réalisés, confortant ce travail indispensable de promotion du site. Par ailleurs, ces bulletins permettent aussi de diffuser dans toute la France une information pointue sur les questions les plus discutées en matière de prévention. Le fait d'avoir dû interrompre la parution en 2014 puis d'avoir repris cette parution en 2015 permet de mieux constater quel impact a cette publication sur la notoriété du site. En effet, avec la reprise de la diffusion des bulletins la consultation du site a nettement progressé. Et ce qui a progressé le plus est bien l'accès direct au site, ce qui corrobore l'idée d'une promotion due au bulletin papier plutôt qu'un lien internet. Il apparaît donc évident que le bulletin papier a une réelle efficacité dans le dispositif d'information **REACTUP.fr**

Le paysage de l'internet est en constante évolution. Il est clair maintenant que les réseaux sociaux comptent pour une part importante de la diffusion d'information. Pour autant, ce ne sont pas tant des canaux de diffusion d'informations élaborées mais plus des relais de faire savoir. Nous les avons utilisés de deux manières dans cette année 2016. D'une part en tant que relais de communication des nouvelles publications de **REACTUP.fr** et d'autre part comme promoteur de nos bases de connaissances en participant à différentes discussions auxquelles les publications de **REACTUP.fr**, utilisées comme source de connaissances, pouvaient apporter des éléments constructifs. Ce ne sont donc plus tant les pages dédiées des réseaux sociaux qui nous servent mais il est possible de mener une véritable action d'information en étayant les discussions des éléments d'information que contient le site. Cette action sur les réseaux sociaux apparaît aujourd'hui comme un vecteur indispensable de diffusion de messages justes et requiert d'y consacrer du temps compte tenu de ce qui a pu être constaté comme impact possible.

Par ailleurs, un certain retentissement a pu être donné à notre site à travers divers blogs ou pages internet qui se sont intéressées à nos publications. Si certains sites comme Yagg se consolident et sont de véritables sites référents pour nous, d'autres ont eu des existences ou des liens plus éphémères.

## Le site internet en 2016

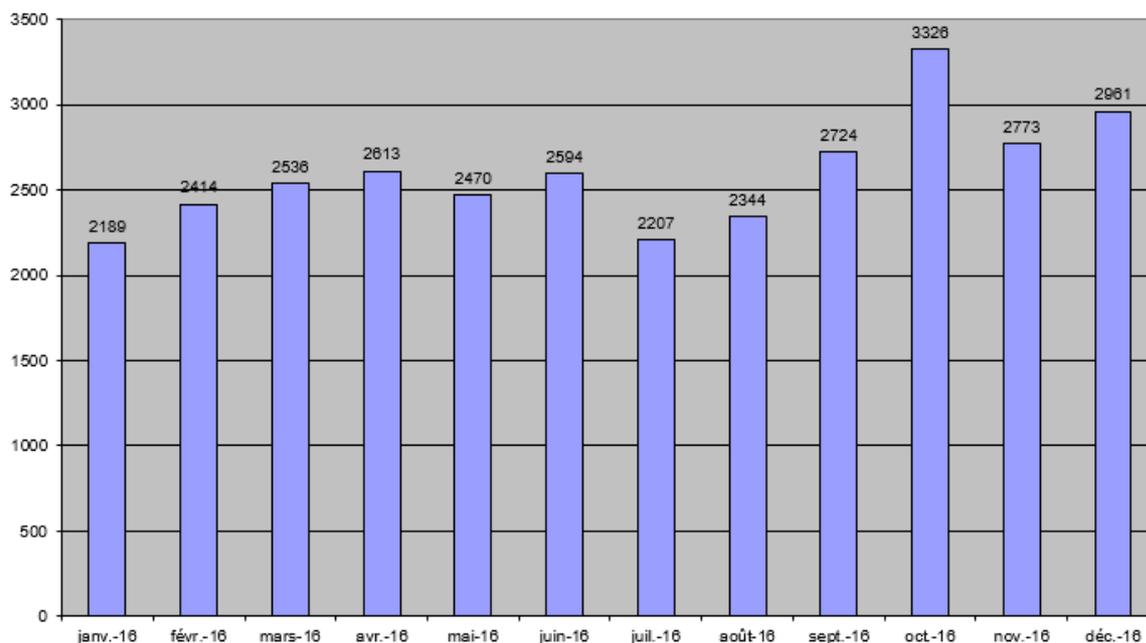
Les analyses de fréquentation du site sont faites à partir de deux sources de données. D'une part, l'analyse statistique des visites faite par le site lui-même (SPIP) fournit un comptage exhaustif de l'audience, un comptage et une indication de la provenance des connexions indirectes ainsi qu'une analyse statistique de fréquentation des pages. D'autre part, le recueil de données associé au site par la plateforme « Google Analytics » donne une vision plus détaillée notamment en matière de temps passé sur le site, d'origine géographique et de recherche et de référencement des pages. Par ailleurs, de plus en plus d'analyseurs de contenu du web faussent les statistiques de Google tant qu'ils n'ont pas été éliminés, ce qui demande de plus en plus de procéder à des corrections d'analyse de ces données.

Au final nous avons appris à manier ces outils statistiques avec prudence en sachant ce que chacun peut nous apporter. Il semble qu'au fil des années, les données des deux sources sont de plus en plus concordantes sauf sur certains points sur lesquels la fiabilité du site lui-même soit plus assurée.

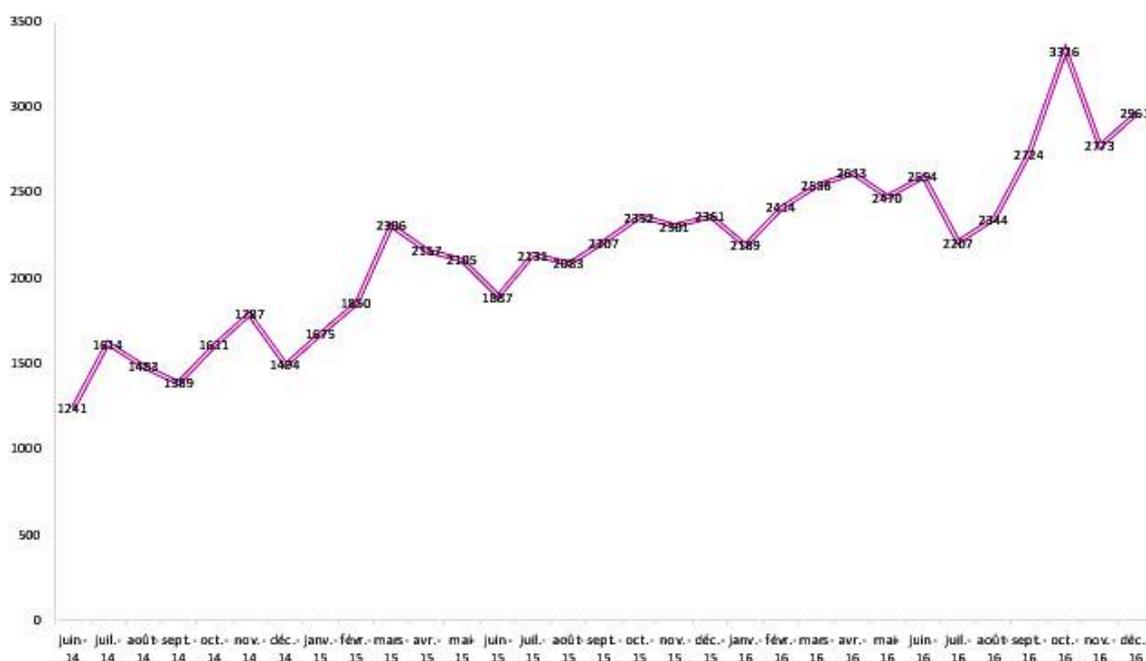
## Audience

La progression de l'audience entamée après la période de difficultés financières de l'association en 2013-2014 se poursuit. L'objectif des 3000 visites uniques mensuelles est atteint à la fin de cette année.

www.reactup.fr - répartition mensuelle des 31151 visites enregistrées en 2016



WWW.REACTUP.FR - FRÉQUENTATION DU SITE DE JUIN 2014 À DÉCEMBRE 2016



En examinant les chiffres de la fréquentation au cours des années, on peut constater que le niveau de notoriété que nous avons atteint au début 2014, dans la période de difficultés financières de l'association, est comparable à celui d'aujourd'hui. Après avoir connu une forte chute au deuxième trimestre 2014, l'activité s'est progressivement

rétablie au fil des mois avec la reprise des publications, puis celle du bulletin imprimé pour atteindre le niveau objectif fixé au départ. (Voir la courbe de progression juin 2014 – décembre 2016).

## Origine des visites

La plus grosse part des connexions sur le site se fait par accès direct. Cela étant, une grosse part de ces connexions passe quand même par un moteur de recherche (typiquement Google) sur lequel la recherche porte directement sur le nom du site. L'on avait déjà observé l'an passé la progression des entrées directes avec la reprise du bulletin papier, ce qui laisse clairement entrevoir que le bulletin est un outil efficace de promotion du site, tel qu'il avait été imaginé à sa création. Force est de constater la poursuite de ce mouvement ascendant en 2016.

Si l'on excepte les arrivées directes sur le site, le reste des connexions est apporté par le référencement de reactup.fr sur d'autres sites ainsi que par les résultats des moteurs de recherche.

Celui de Google (27%) représente d'ailleurs la plus grosse part mais les 5% des autres moteurs de recherche sont plus efficaces puisqu'ils ont un taux d'attractivité nettement plus important (25,93% contre 5,45% pour Google).

Les réseaux sociaux apportent presque un autre tiers de connexions (29%). Ici aussi, la qualité prime sur la quantité puisque le premier pourvoyeur, tweeter, spécialiste des messages courts, ne nous apporte que des lecteurs qui passent en moyenne 11 secondes sur le site. Facebook, notamment à travers les pages de **REACTUP.fr** et d'Act Up-Paris, redirige des internautes nettement plus assidus. Mais les bloggeurs des autres réseaux spécialisés nous envoient les internautes les plus passionnés puisqu'ils passent en moyenne plus de 5 minutes sur **REACTUP.fr**

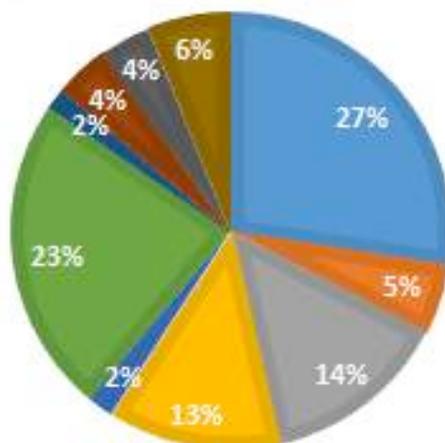
Parmi les sites internet, c'est celui de Yagg, principalement à travers ses pages santé, qui envoie le plus d'internautes à **REACTUP.fr**, 23% des visites référencées. Fidèle à l'habitude des données Google Analytics, le site d'Act Up-Paris est très mal placé en tant que pourvoyeur d'internautes. Heureusement, nous savons grâce aux données de nos propres sites qu'il n'en n'est rien mais que leur hébergement conjoint provoque des transferts qui échappent en grande partie au géant américain. Selon les données collectées par le site reactup.fr, le nombre d'internautes provenant du site d'Act Up-Paris est comparable à ceux de facebook et tweeter réunis ou de Yagg.

D'une manière générale, on note au fil des années des changements importants dans ces sources de référencement même si la place des moteurs de recherche reste toujours le principal pourvoyeur de nouveaux visiteurs (93% des sessions de Google). Cela est principalement dû à de constantes évolutions du paysage internet français mais aussi dans les habitudes des internautes. On observe ainsi un fort transfert des sites vers les réseaux sociaux mais aussi des ordinateurs vers les smartphones. On note ainsi que pour la première fois cette année 2016, le nombre de recherches Google en provenance de la plateforme de smartphone android représente plus de la moitié des recherches aboutissant sur reactup.fr

Cela ne peut que nous inciter à réfléchir à la présentation de contenus plus accessibles sur ces modes de consultation.

## ORIGINE DES VISITES RÉFÉRENCÉES

■ google    ■ recherches    ■ tweeter    ■ facebook    ■ rés sociaux  
■ yagg    ■ sites gay    ■ actupparis    ■ sites sida    ■ autres



### Origine géographique des internautes

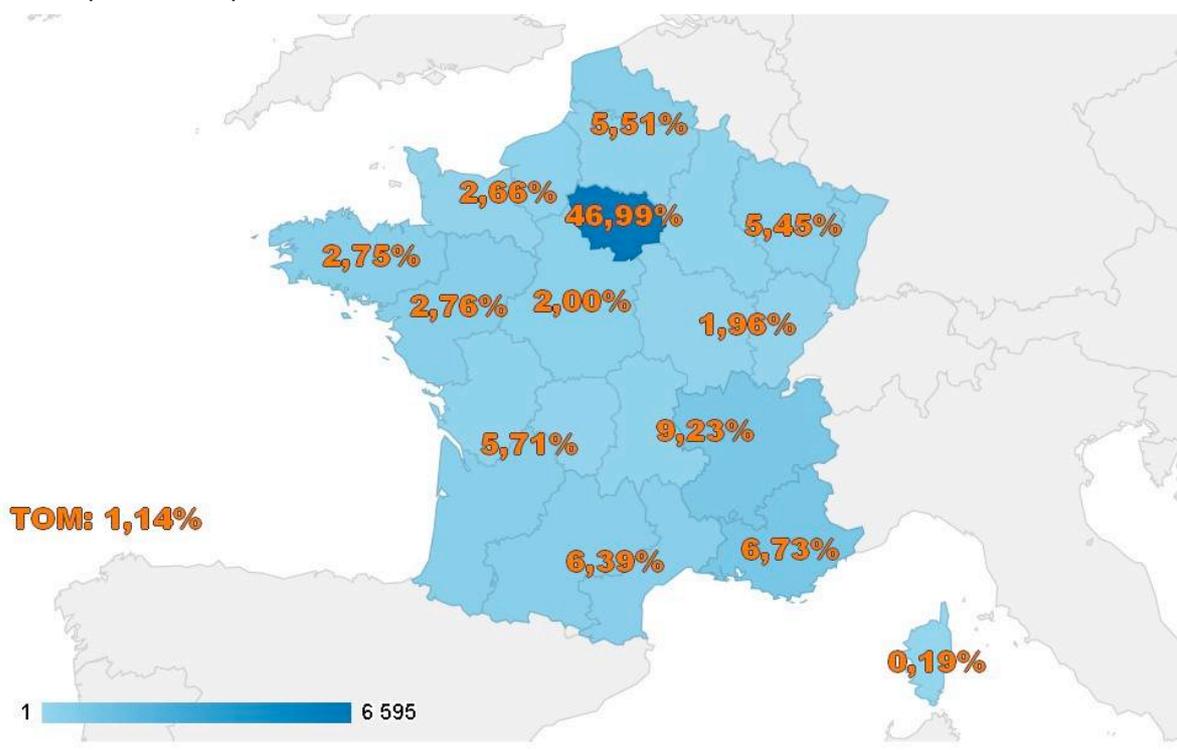
Les données statistiques recueillies permettent de connaître la provenance géographique des visiteurs avec les limites décrites précédemment.

**Analyse monde :** origines géographiques de 18346 connexions analysées par Google analytics

Pays/Territoire	Visites	%	Pages par visite	Temps moyen
France (metropole)	13875	75,63%	1,18	0:30
Belgique	464	2,53%	1,24	0:36
Canada	419	2,28%	1,11	0:23
Royaume Uni	413	2,25%	1,41	0:07
Maroc	343	1,87%	1,14	0:25
Algérie	263	1,43%	1,27	0:39
USA	222	1,21%	1,57	0:20
Suisse	198	1,08%	1,12	0:10
Russie	156	0,85%	1,79	4:17
Cameroun	136	0,74%	1,20	0:36
Tunisie	136	0,74%	1,24	0:44
Allemagne	128	0,70%	1,80	0:00
RDC	102	0,56%	1,24	1:15
Côte d'Ivoire	85	0,46%	1,06	0:06
Soudan	67	0,37%	1,37	0:33
autres	1339	7,30%	1,21	0:30

**Analyse France :** répartition régionale des 14035 connexions France de Google analytics.

Le géant américain de l'internet a encore quelques difficultés avec le dernier découpage régional français. La carte proposée est ancienne tandis que les données sont très composites (anciennes régions, nouvelles régions plus quelques départements). C'est pourquoi nous les rapportons ici selon le découpage régional actuel de 13 régions auquel nous ajoutons les territoires ultramarins issus de l'analyse monde. Ces chiffres présentent une certaine stabilité par rapport à l'an passé si l'on excepte la progression significative de la région Auvergne Rhône-Alpes, essentiellement due à une progression que l'on peut observer dans un maillage plus fin au niveau de la zone de Lyon. Par ailleurs, 1,14% des connexions (160) proviennent de l'outre-mer alors qu'il n'y a pas de promotion particulière en direction de ces communautés.



### Intérêt pour le site

Il reste à savoir si l'information proposée intéresse les internautes qui visitent le site. C'est essentiellement ce que l'on mesure par le taux de rebond (la proportion de personnes qui ne restent pas plus de 10 secondes) et le temps passé sur le site.

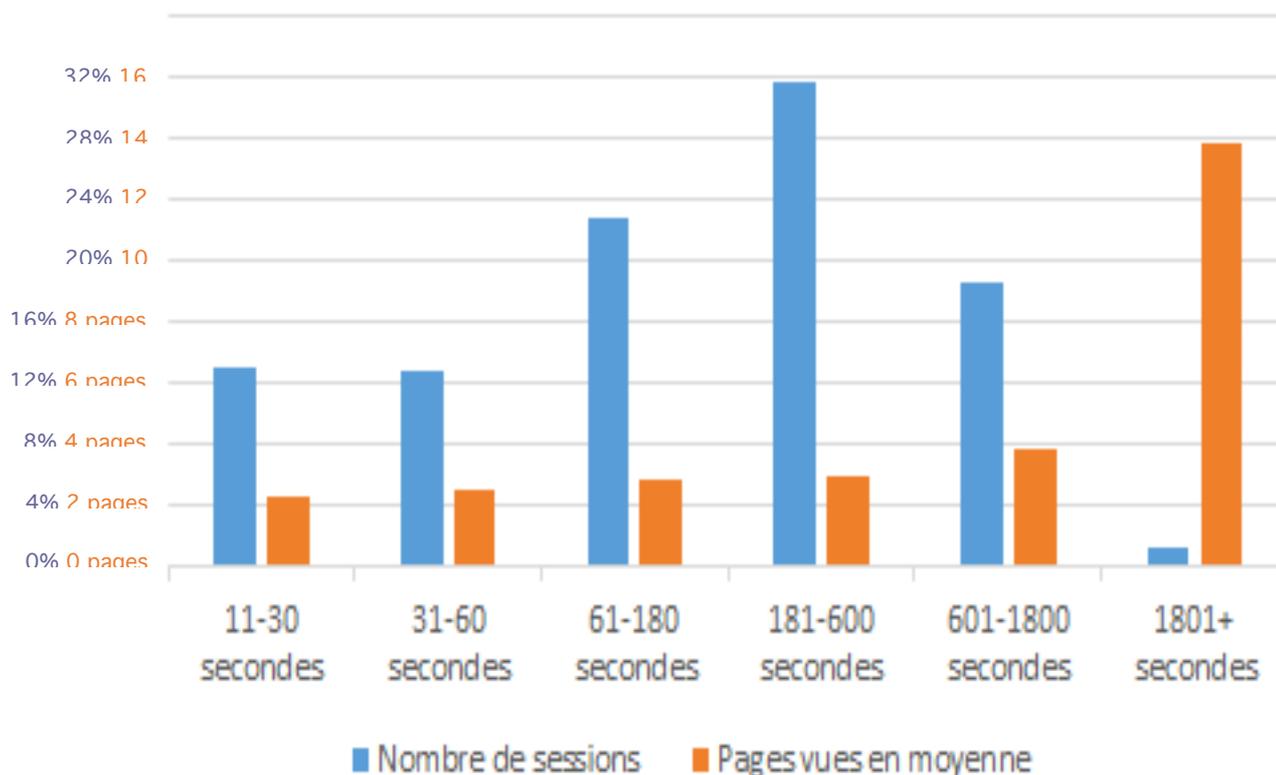
Le taux de rebond global en 2016 est passé à 89,66%. Cette valeur semble s'être sensiblement dégradée. En fait, une analyse plus détaillée montre bien que nos statistiques en la matière sont victimes du phénomène créé par certains concurrents de Google qui scannent l'ensemble des sites à intervalle régulier avec des temps de connexion très faibles et qui sont comptabilisés par Google comme des connexions de courte durée. Cela est assez facile à constater si l'on se recentre sur les connexions référencées, sur les aboutissements de recherche et sur les temps passés sur le site. En effet, ces analyses plus fines montrent des valeurs plus favorables de ces paramètres.

S'il est attendu que les visiteurs connus ont un taux de rebond bien plus faible et passent plus de temps sur le site que les nouveaux, le taux de conversion de ces derniers est supérieur, autrement dit que l'audience est en progression.

Les internautes qui restent sur le site y passent pour la plupart un temps compatible avec la découverte du contenu. Le tableau ci-dessous porte sur 1515 sessions de plus

de 10 secondes. Il montre que plus de la moitié de ces personnes passent entre 1 et 10 minutes sur le site pour y consulter en moyenne 2 à 3 pages. Les plus assidus ont passé plus d'une demi-heure et consulté en moyenne 13 pages. Ils sont en fait 1896 à avoir consulté au moins deux pages dont 11 ont visité plus de 20 pages.

## Temps passé sur le site et nombre de pages lues



### Facebook et réseaux sociaux

La page facebook de **REACTUP.fr** est un excellent relais d'information des publications du site. Chaque publication a donné lieu à un ou plusieurs posts. De plus certains posts ont été créés pour rappeler les contenus des dossiers du site internet. Mais plus encore, l'utilisation des réseaux sociaux pour la diffusion des informations et des bases de données de REACTUP apparaît comme une action en soi. La création de forums de discussion et de groupes dédiés à diverses questions comme la santé des gays ou la PrEP a permis de rassembler de nombreux internautes intéressés par les questions de santé sexuelle et de prévention. Il a été facile de constater qu'à maintes reprises ces personnes sont en recherche de données objectives pour se forger des opinions sur les sujets d'actualité, et au-delà, influencer leurs futurs comportements. La participation à des discussions en apportant des éléments de connaissance sur l'épidémiologie du VIH et des IST ou de sujets comme la PrEP par exemple, diffusés sur **REACTUP.fr**, a montré un impact certain, pas seulement par l'intérêt direct des internautes mais grâce à la viralité des réseaux sociaux, par la rediffusion d'informations jugées pertinentes au-delà de nos cercles directement atteints. Ainsi, il y a eu 33 URL du site partagées par 588 internautes sur les réseaux sociaux. Ces URL reprennent soit celles que nous avons partagés nous-mêmes – les publications de l'année sur le site – ou d'autres articles parmi les plus lus (voir contenu visité, plus loin) qui ont intéressé les visiteurs ainsi que la page d'accueil du site. Ce référencement des pages de Reactup sur les réseaux sociaux concerne essentiellement Facebook et Twitter. Dans une faible mesure nos pages ont aussi été référencées par reddit, Blogger et Stack Exchange. La particularité

de ces référencements est de générer un trafic utile, ces connexions aboutissant à plus de pages vues et de temps passé sur le site que la moyenne des visites.

L'impact des réseaux sociaux sur **REACTUP.fr** n'est donc plus aussi simple et direct qu'au départ mais dépend de l'interaction qu'on a avec eux. C'est donc devenu un mode d'action en soi.

## Contenu produit

Le nombre de publications produites sur le site internet en 2016 est de 20. Nous avons mis en ligne dans l'année 5 dépêches (articles courts, note d'information), 10 articles/recensions, 1 E-Media (article avec contenu audiovisuel) avec une video et 3 bulletins (mise en ligne des bulletins imprimés). Certains contenus élaborés en 2016 ont été mis en ligne en début 2017 faute de temps, comme c'est le cas du quatrième bulletin.

La liste ci-dessous rend compte des contenus et des dates de publication. Ce qui n'apparaît pas dans cette liste parce qu'il ne s'agit pas de nouvelle publication, c'est aussi les apports aux dossiers existants.

	rubrique	thème	titre	auteur	date	numéro
1	Article	Recherche	CROI 2016 – Boston – N°1 - session d'ouverture	La rédaction	23/03/2016	N° 3500
2	Article	Recherche	CROI 2016 – Boston – N°2 - 1ère journée	La rédaction	23/03/2016	N° 3501
3	Article	Recherche	CROI 2016 – Boston – N°3 – 2ème journée	La rédaction	23/03/2016	N° 3502
4	Article	Recherche	CROI 2016 - Boston - n°4 - Dernière journée	La rédaction	23/03/2016	N° 3503
5	Article	Epidémiologie	Le risque de transmission par acte sexuel, évaluation 2015	Stephen. Karon	23/03/2016	N° 3504
6	E-media	video	100e RéPI d'ACT UP PARIS	La rédaction	27/04/2016	N° 3505
7	Dépêche		La PrEP dans les CeGIDD	La rédaction	14/06/2016	N° 3506
8	Dépêche		PrEP en Europe, feu vert !	La rédaction	24/08/2016	N° 3507
9	Article	Recherche	Trans & VIH : que sait-on ? Où en est-on ?	Laure	11/10/2016	N° 3509
10	Bulletin		Bulletin trimestriel REACTUP n°14 printemps 2016		14/10/2016	N° 3510
11	Bulletin		Bulletin trimestriel REACTUP n°15 été 2016		14/10/2016	N° 3511
12	Article	IST et Hépatites	HPV, condylomes, cancers anaux, vacciner les garçons pour que cela cesse	La rédaction	05/12/2016	N° 3512
13	Bulletin		Bulletin trimestriel REACTUP n°16 automne 2016		12/12/2016	N° 3513
14	Article	IST et Hépatites	Méningocoque C : pourquoi les gays ont intérêt à être vaccinés	La rédaction	20/12/2016	N° 3514
15	Dépêche		Méningocoque : l'état actuel de la recommandation	La rédaction	21/12/2016	N° 3515
16	Article	Epidémiologie	VIH et IST, le point épidémiologique 2016	La rédaction	31/12/2016	N° 3516
17	Article	Transmission	Le résultat de l'étude PARTNER	Stephen. Karon	31/12/2016	N° 3517

18	Dépêche		Enquête sur le TPE	La rédaction	31/12/2016	N° 3518
19	Article	IST et Hépatites	HPV : traitement des condylomes	La rédaction	31/12/2016	N° 3519
20	Dépêche		La vaccination contre le méningocoque	La rédaction	31/12/2016	N° 3520

## Contenu visité

Avec les années certaines pages du site n'ont plus de visiteurs. Mais à l'inverse d'autres articles, même anciens, continuent d'avoir une attractivité forte. Ce constat est certainement le résultat de notre action de dynamisation de certains contenus mais est aussi le résultat d'une certaine actualité.

Ainsi, certains thèmes semblent indémodables. Le numéro un des consultations jusqu'en 2015, l'article sur la méta-analyse sur le risque de transmission du VIH par fellation, vient de passer cette année en deuxième place, détrôné par le dossier sur l'hépatite C. Mais il reste tout de même un article des plus prisés sans doute parce qu'il a correspondu depuis sa publication à une des questions les plus fréquentes posées aux moteurs de recherche. Pour autant, l'hépatite C qui a longtemps été assez peu documentée sur la toile et qui suscite de plus en plus de préoccupations dans les communautés que nous visons, devient le premier sujet de consultation du site.

Mais certains articles même anciens sont toujours consultés lorsqu'ils ont une pertinence pour comprendre les sujets d'actualité. C'est grâce à un outil efficace du site, la fenêtre proposant des contenus « sur le même sujet » que l'article visionné, que les internautes découvrent souvent des articles très éclairant qui ont été écrits il y a quelques années. Ce processus de promotion des contenus du site est encore mieux valorisé par les dossiers thématiques qui permettent une vision encore plus large d'un thème proposé. On voit bien que le dossier hépatite C est ainsi devenu le premier sujet consulté mais c'est également visible avec le dossier PrEP qui arrive en onzième position. Il reste à promouvoir le dossier TasP, arrivé en 29<sup>e</sup> position, le plus récemment constitué, pour se dire que le site répond bien aux problématiques de la prévention combinée.

Les quinze publications arrivant en tête des visites du site représentent la moitié du total de l'année. Les temps de lecture relevés pour ces articles montrent clairement que les personnes les ont lus si l'on tient compte qu'un nombre toujours important de visites sont inférieures à 10 secondes (taux de rebond) ce qui veut dire que le temps passé par les personnes intéressées a été deux à quatre fois le temps moyen. Cette statistique montre aussi d'une part les sujets d'intérêt pour notre lectorat, d'autre part le succès de certains sujets que nous avons voulu documenter pour répondre aux préoccupations de la prévention. Ainsi, il est remarquable de voir que dans ce « top 15 » deux articles ont été publiés en cours d'année.

	rubrique		titre	Date de publication	numéro	lecteurs en 2016	temps moyen
1	Dossier		DOSSIER Hépatite C	19/09/2012	N° 3392	7575	6:57
2	Article	transmission	Le risque de transmission bucco-génitale	04/04/2011	N° 3357	4752	4:34
3	Article	Epidémiologie	Abaisser la charge virale à l'échelle d'une population conduit-il mécaniquement à une baisse du nombre des nouvelles contaminations ?	30/07/2013	N° 3453	1335	1:13
4	Article	IST et Hépatites	Le point sur le papillomavirus chez les gays	05/06/2013	N° 3446	637	2:35

5	Article	Epidémiologie	Le risque de transmission par acte sexuel, évaluation 2015	23/03/2016	N° 3504	611	2:53
6	Article	Epidémiologie	Pourquoi le contrôle du VIH chez les gays (HSH) diverge depuis 2006 entre Londres et San Francisco (SF) ?	07/11/2014	N° 3474	557	1:20
7	E-media	video	Sexe, Drogue et VIH, 99e RéPI d'Act Up-Paris	31/12/2015	N° 3499	448	3:04
8	Article	Transmission	Etude PARTNER : A charge virale indétectable, pas de transmission du VIH dans les couples sérodifférents	06/03/2014	N° 3465	447	4:30
9	Article	Epidémiologie	VIH et IST, les données actualisées au premier décembre	04/12/2015	N° 3496	405	1:42
10	Dépêche		VIH et IST à Londres : quelques chiffres qui font réfléchir...	26/12/2012	N° 3411	380	2:52
11	Dossier		DOSSIER PrEP	19/06/2011	N° 3364	358	4:30
12	Article	Recherche	Trans & VIH : que sait-on ? Où en est-on ?	11/10/2016	N° 3509	329	2:55
13	Article	Dépistage	Dépistage du VIH et diagnostic de l'infection	23/04/2014	N° 3469	297	2:09
14	Article	Transmission	Analyse d'un « risque caché » de transmission du VIH	04/11/2013	N° 3457	221	3:22
15	Article	Transmission	Charge virale indétectable et avis suisse : le mythe de l'infectiosité nulle	03/11/2012	N° 3398	206	4:06

## Les bulletins imprimés en 2016

Le bulletin imprimé de **REACTUP.fr** est produit en 6000 exemplaires diffusés grâce à un partenariat avec ENIPSE dans tout le réseau français des établissements affiliés au SNEG. Il est également disponible à Act Up-Paris et distribué lors des événements que l'association organise ou en réponse à des demandes ponctuelles. Il est constitué d'une feuille au format A2 pliée en trois dans les deux sens dont il résulte un petit document de 20x13,5 cm facilement empoché présentant un neuvième de chaque face de la feuille. Le côté pile contient l'identification du numéro, les titres, l'éditorial ainsi qu'une sélection d'articles récemment publiés sur le site internet. Le côté face est une affiche de prévention. L'objectif poursuivi est la promotion du site internet. L'attrait est en grande partie dû à l'affiche qui se veut attractive mais aussi didactique. De plus, comme il avait déjà été constaté dès 2011, les établissements distributeurs s'approprient souvent l'affiche pour leur propre décoration.



Bulletin reactup n°14

Printemps 2016

Thème : risque de transmission par acte



Bulletin reactup n°15

Été 2016

Thème : TRANS et VIH



Bulletin reactup n°16

Automne 2016

Thème : le papillomavirus



Bulletin reactup n°17

Hiver 2016/2017

Thème : résultats épidémiologiques

Quatre numéros (n°14 à n°17) ont été produits au courant de l'année 2016.

Les illustrations de ces quatre numéros sont très différentes : les trois premières ont été proposées par différents artistes, spécialistes de l'affiche auxquels ont été soumis le thème du numéro. Le quatrième est une photo réalisée par nos soins.

Les articles principaux mis en avant par ces quatre bulletins sont un article reprenant les travaux de synthèse des connaissances sur le risque de transmission par acte, un article présentant la problématique du VIH dans la population Trans basé sur la présentation faite à la conférence de Boston, un article résumant les données actuelles et les recommandations à propos du papillomavirus, des ravages qu'il cause et des mesures de prévention de ce risque et enfin la publication résumée des données épidémiologiques présentées par l'institut de veille sanitaire. Ces sujets ont été proposés parce qu'ils illustrent des résultats nouveaux ou des problématiques peu connues. La synthèse épidémiologique de fin d'année est, quant à elle, un sujet en général très attendu par les lecteurs.

En vue de la sortie du reactup 15 et à l'occasion des 6 ans du dispositif Reactup, une exposition des différents visuels des bulletins depuis sa création a été organisée dans les locaux d'Act Up Paris, lundi 20 juin. Cet événement a bénéficié d'une certaine médiatisation en s'insérant dans Quinzaine des fiertés, organisée par l'Inter lgbt, en amont de la Marche des fiertés 2016. La soirée était animée par la dj elodelu jusque tard, des artistes urbains (Nice Art et Sara Chelou) ont posé leurs créations sur les vitres de notre local, toujours en place.

[https://www.facebook.com/pg/actupparis/photos/?tab=album&album\\_id=10153854084493650](https://www.facebook.com/pg/actupparis/photos/?tab=album&album_id=10153854084493650)

## Interventions de terrain

Les interventions de terrain permettent de toucher autrement le public, qu'il soit homo, bi, hétéro, jeune ou plus âgé, par la distribution de préservatifs externes et internes qui permettent de discuter de leur rapport au risque et de l'utilisation de ces outils de prévention.

Ainsi, en 2016, nous avons été présentEs, entre autres, à :

- journée de l'Europe, le 9 mai, distribution au début du village associatif, place de l'hôtel de ville,

- festival Fnac Live, place de l'hôtel de ville, du mercredi 20 au samedi 23 juillet, avec une équipe de 4 personnes par jour,
- Festival de quartier, à Belleville, « le poisson volant », les 29 et 30 juillet, 2 personnes présentes, pour présenter l'association et distribuer des préservatifs aux habitantEs du quartier dans lequel se trouve notre local,
- Techno parade, le 24 septembre : 7 personnes, 6500 préservatifs distribués en 1h30 : <http://www.actupparis.org/spip.php?article5538>. Les jeunes n'aiment toujours pas les préservatifs !

## Promotion des divers outils de prévention

Lors du séminaire de l'association, puis lors de l'assemblée générale ordinaire de septembre 2016, il a été acté la volonté de faire des campagnes de promotions sur les outils de prévention qui nous semblent les moins connus et médiatisés.

Deux campagnes ont ainsi été lancées en ce sens au cours du 2<sup>ème</sup> semestre 2016.

### 16 septembre - Journée Internationale du préservatif interne : Prends ta prévention en main

Dans l'optique d'une promotion des différents outils de prévention et notamment les moins connus d'entre eux, nous avons sorti une campagne multisupports autour du préservatif interne, à l'occasion de la journée mondiale du préservatif féminin, le 16 septembre. Parce qu'il peut être utilisé pour différents orifices, vagin et anus, chez des femmes et des hommes trans ou cisgenres, nous préférons employer le terme de préservatif interne plus que celui de féminin.

Un texte explicatif sur ses différentes utilisations, sa disponibilité et son coût fut accompagné d'une affiche et de deux cartes postales différentes. La radio du Comité des Familles, Vivre avec le VIH, nous a consacré un sujet avec une interview.

- 16 septembre : Journée Internationale du préservatif interne : Prends ta prévention en main ! <http://www.actupparis.org/spip.php?article5534>
- l'interview : <http://www.comitedesfamilles.net/nos-emissions-de-radio/emission-du-13-septembre-2016/article/ecouter-l-integrale-de-l-emission>

Une distribution de préservatifs internes entre Beaubourg et les Halles, assorti d'un costume-robe de préservatif interne a ponctué cette campagne, qui pourra être reconduite les années suivantes.

Nous mettons un point d'honneur tout au long de l'année à proposer des préservatifs internes lors de distributions de préservatifs que nous effectuons auprès du grand public.



Laurence Rossignol, alors Ministre des droits des femmes, a relayé notre campagne sur twitter suite à nos interpellations : <https://twitter.com/laurossignol/status/776824079697506304>

### Enquête TPE

Face aux peu de données disponibles sur le TPE (travail de réunion de la bibliographie effectué) et à la méconnaissance du public sur cet outil de recours en cas de prise de risque, il nous a paru pertinent de lancer une enquête auprès du grand public sur les connaissances autour du TPE, son utilisation et les modes de délivrances.

Le questionnaire fut élaboré en 3 mois par les militantEs d'Act Up-Paris, à partir de leurs questionnements et de leurs expériences personnelles face au TPE, avec une relecture par le STRASS et Acceptess-T. Il a été lancé le 31 décembre 2016.

<https://www.sondageonline.fr/s/c4899fa>

## La lutte contre les IST

La lutte contre les IST est un terrain d'action pour lutter contre le VIH. Au cours de l'année 2016, nous avons monté un plaidoyer autour des conséquences lié au HPV, le traitement des condylomes et la dégénération en cancer anal et de l'utérus. Nous plaidons en faveur d'un élargissement de la prescription aux garçons de la vaccination contre le HPV, non plus réservé aux filles, pour protéger les filles au vu de la faible couverture vaccinale et les garçons homos et bis non protégés par cette absence de vaccination. Une amélioration du traitement des condylomes par les médecins se révèle nécessaire au vu des témoignages recueillis dans nos cercles.

Un travail a commencé avec l'Institut National du Cancer autour de ces problématiques, avec un angle particulier sur les séropos et les femmes, trans notamment. Une partie se trouve dans le chapitre du rapport sur les Questions transversales.

L'article : HPV, condylomes, cancers anaux, vacciner les garçons pour que cela cesse

<http://www.reactup.fr/?HPV-condylomes-cancers-anaux>

L'affiche : Bulletin trimestriel REACTUP n°16 automne 2016

[http://www.reactup.fr/files/bulletins/Bulletin\\_REACTUP\\_16.pdf](http://www.reactup.fr/files/bulletins/Bulletin_REACTUP_16.pdf)

L'utilisation d'une crème dans le traitement des condylomes

<http://www.reactup.fr/?HPV-traitement-des-condylomes>

Article semaine européenne de prévention et de dépistage du cancer du col de l'utérus

<http://www.actupparis.org/spip.php?article5580>

## Vivre avec

### La commission Vivre avec – Droits sociaux

La commission Vivre avec-Droits sociaux s'est rarement réunie cette année faute de militantEs. Cependant, en lien avec la permanence Droits sociaux d'Act Up-Paris, nous avons réussi à faire avancer plusieurs sujets et dossiers cette année.

Le rapport détaillé de la permanence qui a lieu tous les mercredis sans rendez-vous de 13 heures à 17 heures constitue un chapitre à part de ce rapport d'activité.

#### Le logement : la PILS (Plateforme interassociative logement sida)

La Plateforme interassociative logement permet de loger des personnes séropositifEs suivies par des associations parisiennes. Nous assurons désormais le poste de mandataire auprès de la Mairie de Paris qui consiste à compiler et transmettre à la municipalité les fichiers des demandeurs des 19 associations composant la Pils, et à faire le suivi des propositions de logement de la Mairie de Paris tous les mois.

Cette année, un nouveau partenariat avec les 3F a été conclu. Il permet d'offrir des logements aux malades labélisé Accord Collectif.

Nous sommes aussi membres du comité de pilotage de la Pils qui se réunis tous les 2 mois.

Cette année, la plateforme a fêté ses 15 ans (plus d'infos sur sa genèse ici : <http://www.actupparis.org/spip.php?article5551>).

Cette occasion a été fêtée à la Mairie du 10<sup>ème</sup>, pour un événement qui nous a permis de faire du lobbying auprès des différents bailleurs sociaux. Ce que nous avons commencé auprès des 3F s'étend en 2017, puisque nous sommes désormais porteurs du projet pour 2 appartements de la RIVP.

#### La retraite des séropos : une brochure d'information

Alors que la moitié des séropos aura atteint ou dépassé l'âge de la retraite d'ici 10 ans, et que les carrières des séropos ont été complexes, un travail d'information s'est avéré indispensable sur la thématique du calcul des pensions de retraite. Ce travail, initié en 2015, a pleinement abouti en 2016 avec la publication d'une brochure récapitulant l'essentiel. Publiée en mai, elle a été présentée lors de la Convention nationale de Sidaction début juin 2016 à Paris.

Elles ont aussi été envoyées dans toute la France auprès des associations et des services hospitaliers. Face à la demande, nous l'avons rééditée en cours d'année.

Elle est accessible ici :

<http://www.actupparis.org/spip.php?article5503>



#### L'accès à l'Allocation Adulte Handicapé : plaidoyer auprès de la CNSA

Suite à notre lobbying auprès du ministère, en 2015, le travail pour améliorer l'étude des demandes d'AAH des personnes vivant avec le VIH/Sida a débuté en 2016.

Le travail inter-associatif a montré ses limites lorsqu'il a fallu effectivement faire le travail de fond : initialement prévu pour décembre 2016, le dossier technique n'a été terminé qu'en février 2017.

Nous en avons commenté la sortie sur notre site : <http://www.actupparis.org/spip.php?article5612>

Même si ce document de 96 pages n'est pas parfait, il permet de pouvoir opposer aux MDPH qu'une charge virale inférieure à 20 copies et qu'un nombre de CD4 dans la norme ne signifie pas que les pvvih ne relèvent plus de l'AAH s'ils en ont fait la demande. Il rappelle que le virus continue à agir et provoque aussi une inflammation chronique, qui entraîne de la fatigue, et qu'il faut prendre en compte les effets secondaires des traitements, des comorbidités, etc.

Reste toujours que l'abandon de la règle de Balthazar (qui permettait d'ajouter les % de handicap) fait que de nombreuses personnes, toutes pathologies confondues, n'ont plus la possibilité de se faire reconnaître un taux de handicap atteignant ou supérieur à 80%, perdant de fait le bénéfice de l'AAH à taux plein.

### Le bilan annuel de synthèse : plaidoyer auprès de la HAS

Cette arlésienne n'a pas encore trouvé sa conclusion en 2016...

Suite à la saisine de l'HAS sur le suivi des patients dits complexes, en 2014, un groupe de travail a été enfin mis en place via le TRT-5. Il consiste à réaliser une fiche type HAS sur la réalisation du bilan annuel de synthèse en ville. La dernière réunion a eu lieu mi-2017. Cette fiche aura au moins l'avantage (c'était notre demande) que les indications pour réaliser ce bilan soit claires et appropriables par les PVVIH.

### Participations aux travaux de l'association Grey Pride

Nous sommes désormais membres de l'association qui a été constituée sur la question du vieillir LGBT, regroupant personnes physiques et associations, et nous assurons la responsabilité du groupe habitat qui a pour vocation de penser et imaginer les formes d'habitat pour les seniors LGBT. Celui-ci se réunit environ 1 fois par mois.

### Participation au rapport sur la prise en charge des PVVIH

Act Up-Paris a été sollicitée pour participer au chapitre « Conditions de vie pour un succès thérapeutique » du rapport du groupe d'expertEs sur la prise en charge du VIH, dit rapport Morlat, le travail a abouti juin 2017. Notre participation, dans la droite ligne des activités de la commission, a consisté à faire apparaître les problématiques des retraites, de l'AAH et des pensions d'invalidité. Réaliser un travail d'information et de comparaison de l'AAH et des pensions d'invalidité est un axe de travail pour 2017.

## La permanence droits sociaux - 18 ans au service de nos pairEs

### L'histoire du dispositif

*En hommage aux cofondateurs et aux anciens permanenciers.*

Quand en **1998** des membres de la Commission Droits Sociaux gays et séropos prennent la mesure de l'ampleur des difficultés socio-juridiques de leurs pairs – une allocation, une aide à l'hôpital, une reconnaissance lors d'un décès, une expulsion, des aides sociales qui arrivaient après un décès – ils décident de créer un nouvel outil animé bénévolement par des PVVIH\*.

### La Permanence Droits Sociaux des Pairs était née à Act Up-Paris.

Pourtant il aura fallu mener aussi des combats en interne pour que l'outil soit accepté comme faisant partie intégrante des activités de l'association. Certains voyaient dans

cet exercice une dilution de l'activité politique au bénéfice d'activités ayant plus trait au traitement de cas individuels.

Sauf que, dans le poids des débats, il avait été mis en avant et en lumière le travail particulièrement notoire de Serge L. de la Commission Prisons qui avait, par le biais d'un seul dossier individuel, établi la prouesse d'atteindre tous les objectifs de la Commission et de l'association sur la thématique et les avait même plus que largement dépassés.

L'outil installé, chacun a trouvé son rôle et sa spécificité.

C'est ainsi qu'au fil des mois, la Permanence a recensé cinq thématiques urgentes qui méritaient d'être politiquement portées en Commission, puis en RH.

Les membres étaient partis de l'idée qu'il fallait agir sur trois actions : accès aux soins, accès aux droits et en premier à un logement.

Eric D., actupien activiste à la Commission DS et à la Permanence et Conseiller municipal à Clichy (92), a porté le dossier Logement à Bertrand Delanoë, Sénateur de Paris en campagne pour les municipales et ils ont ensemble pensé un outil qui, dès la victoire de Bertrand Delanoë à la mairie de Paris, se mettra en place en regroupant les associations engagées dans le logement des PVVIH\* (actuellement 19 associations) et que nous connaissons sous le nom de PILS (Plateforme inter associative du logement Sida) .

Ce dispositif humanitaire extra légal à l'intention des parisiens a permis de loger des centaines de PVVIH\* depuis sa mise en place. Actuellement, Act Up-Paris est le mandataire de la PILS à la Mairie de Paris, et du bailleur 3F.

Notre partenariat en matière de logement à la mairie de Paris a perduré avec l'élection de Anne Hidalgo. Au jour le jour, c'est directement Ian Brossat, son Adjoint chargé du logement, qui supervise ce dispositif.

D'aucuns s'interrogent souvent pourquoi les patients ont subitement disparu de la mosaïque associative à l'arrivée des thérapies de 1996.

Après toutes ces années de désolation et de mort, de solitude et de souffrance, de rejet et de condamnations, cette trêve a été vécue comme une première victoire sur le virus. Et restera la seule jusqu'à aujourd'hui.

C'est surtout la promesse de ne peut-être pas mourir demain et de profiter intensément de chaque minute de répit, égoïstement et de manière tellement humaine, qui a conduit la grande majorité des séropositifs militants à baisser les armes et à profiter d'une nouvelle donne.

Une trêve trop courte pour certains, mais toujours pas de guérison. Du reste, le mot guérison est tabou en ce qui concerne le VIH.

Pour trop de vieux séropos la qualité de vie n'est pas toujours au rendez-vous. Un corps qui vieillit infecté et traité depuis 30 ans manifeste constamment ses insuffisances, ses maladies, ses douleurs, vitrine des limites du savoir.

Pourtant nous perdons nos reconnaissances, nos allocations et aides. Nous finissons dans l'éloignement, la maladie, la solitude, la précarité.

Le sida tue toujours. Mais combien de fois ?

## L'activité en 2016

**En 2016 nous avons reçu 60 nouvelles personnes.** 77% ont plus de 40 ans et **55 % ont plus de 50 ans.** Les jeunes de moins de 30 ans ne représentent que 5 % des personnes nouvellement suivies. Les usagerEs de la permanence sont de plus en plus âgés.

Nous observons également une augmentation des personnes qui travaillent ou qui sont au RSA, alors que le nombre de personnes à l'AAH\* et en invalidité diminue.

Ce qui pourrait apparaître comme une bonne chose le devient moins quand l'on découvre que **45 % n'ont pas de logement** (hébergés ou SDF).

A l'heure où beaucoup, trop souvent, annoncent la fin du SIDA, des malades en AAH ou en Invalidité depuis plus de 20 ans perdent prestations et reconnaissances lors du renouvellement de leur dossier. Le plus souvent au motif que leurs CD4 sont stables et qu'ils ont une charge virale dans la norme.

Les MDPH (maisons départementales des personnes handicapées) de province se montrent particulièrement habiles pour supprimer totalement les aides aux anciens malades.

Nous avons accompagné jusqu'au TCI (Tribunal du contentieux de l'incapacité) Marc Sudret qui s'est vu supprimé intégralement sa PCH (Prestation de compensation du handicap) par la MDPH du Lot. Marc S n'aura en définitive que 3h30 par jour à l'issue de l'audience. C'est dire que la position de la MDPH du Lot était particulièrement abusive et de la plus mauvaise foi puisque 3H30 par jour, ce n'est pas rien du tout...

Evelyne P et son compagnon Renzo auront subi des pressions identiques par la MDPH de l'Yonne. Renzo a eu gain de cause et sa PCH maintenue intégralement après de nombreux échanges avec la MDPH. Evelyne P qui n'a plus aucune aide à domicile, elle attend une audience au TCI pour 2017.

Mais où vont les fonds des AGEFIPH\* dont les fonds servent en partie à financer les actions sociales des départements ?

**Act Up-Paris est une association de lutte contre le sida issue de la communauté homosexuelle** et la proportion des hommes et des femmes suivis à la permanence reste stable depuis sa création : **cette année 81,67 % d'hommes pour 18,33 % de femmes.**

La permanence recense une moyenne de **7 entretiens par mercredi**, en légère hausse par rapport à 2015.

Le mode d'arrivée à la permanence se fait pour 28.33 % par le bouche à oreille, 25 % par les associations et 15 % par l'institution comme les Centres d'action sociale.

Cette année nous avons même eu la surprise d'avoir une assistante sociale du ministère de la santé qui sollicitait notre aide pour l'un de ses patients.

Nous avons eu **240 entretiens cette année pour 104 personnes reçues.** Certaines personnes sont revenues à plusieurs reprises pour traiter leur problème.

Le sujet le plus abordé lors des entretiens est toujours le logement qui représente 43 %. Viennent ensuite les demandes liées au MDPH\* (renseignements, renouvellements, refus, recours, etc..). Concernant l'emploi des PVVIHs on voit apparaître des contrats en CDD reconduits de semaine en semaine. Difficile dans ces conditions d'obtenir un logement en HLM et encore moins dans le privé.

## Le logement à Paris via la PILS

**La PILS Plateforme inter-associative pour le logement sida regroupant 19 associations de lutte contre le sida, fête cette année ses 15 ans.**

Ce dispositif dont nous sommes à l'initiative, permet de loger en moyenne par le biais de notre Permanence entre 10 et 15 personnes par an depuis sa création en 2001.

Nous avons traité 32 demandes de logement cette année. **56,25 % concernent des SDF** et 37,5 % des locataires du parc privé parisien.

**Le revenu moyen de ces 35 personnes est de 774,74 € ce qui est en dessous du seuil de pauvreté.**

Pour la deuxième année consécutive, Act Up-Paris a obtenu le plus de positionnements parmi les autres associations. Pour mémoire, tous les dossiers de toutes les associations sont transmis de manière totalement anonyme à la Mairie de Paris qui sélectionne les dossiers.

C'est donc uniquement la qualité de notre travail qui nous permet d'obtenir des logements.

Cette année en 2017 nous avons été **positionnés 30 fois sur des logements**, soit 30 dossiers à instruire auprès des bailleurs.

En moyenne, il faut donner deux heures par dossier logement : faire un état des lieux, instruire, rencontrer les intéressés, contacter les bailleurs, etc.

Toutes les personnes ne seront pas relogées malheureusement. Pour rappel, 3 personnes sont retenues pour chaque logement et le bailleur social (Paris Habitat, RIVP, SIEMP, etc..) fait un choix. Les deux autres demandeurs retournent dans la liste d'attente. Et il faudra de nouveau instruire pour la prochaine attribution potentielle.

### Des exemples de situations traversées par nos pairs

**Claude** est en procès avec son propriétaire du parc locatif privé. Celui-ci l'a expulsé du jour au lendemain en changeant les serrures de son logement. Tout simplement parce que Claude a découvert que son propriétaire percevait directement son APL de la CAF, mais ne l'avait jamais déduite du montant du loyer...

Il dort actuellement à la rue. Nous l'avons orienté vers un nouveau médecin VIH qui l'a pris en charge. Claude comme beaucoup de malades en grande précarité ne prend plus son traitement correctement. Dans certain cas, les malades arrêtent tout suivi médical. Depuis 2 ans nous voyons de plus en plus de malades en arrêt de traitement, parfois en état suicidaire.

Nous ne sommes pas équipés pour répondre à ces profils de patients.

**Pascale** est inscrite depuis 10 ans comme demandeuse de logement. Elle est une personne transgenre et en grande précarité. SDF elle dort ici et là. Quand son état de santé devient trop fragile, elle est hospitalisée. Elle vient d'obtenir un logement et va enfin pouvoir se poser.

Une association mandatée par le bailleur va l'accompagner au quotidien pendant quelques temps afin de s'assurer que la transition se déroule au mieux.

Etre en grande précarité depuis de nombreuses années, vivre dans la rue, rend vulnérable et l'attribution d'un logement est parfois compliquée à gérer.

Pour ceux qui sont locataires du parc privé dont le montant du loyer dépasse leurs ressources, ils se débrouillent par des aides de proches pour survivre en attendant d'être fatalement expulsés.

**Jacques** 40 ans qui gagne 1200 euros de salaire net par mois a trouvé une solution provisoire pour dormir. Il sous-loue un garage.

D'autres se prostituent par nécessité et non par choix.

**Sebastien** était la victime d'actes violents d'homophobie dans son quartier du 93. Son courrier était régulièrement ouvert et sa séropositivité étalée au grand jour dans tout le voisinage. Il ne vivait plus dans son logement du 93 depuis plusieurs mois de peur d'affronter chaque jour insultes, menaces et propos de haine .. Nous avons instruit et accompagné sa demande de logement sur Paris. Il vient d'être relogé dans le 3eme arrondissement de Paris. Pour lui une nouvelle page s'ouvre.

### Observations

Nous notons 6 refus de logement :

- 1 inacceptable de la part d'une personne que nous suivons, les éléments évoqués étaient : logement trop petit, pas l'arrondissement souhaité, etc.
- 1 inadapté personne a mobilité réduite avec un logement proposé sans ascenseur.
- 4 refus par les bailleurs (le bailleur est le seul décisionnaire sur le choix de l'un des candidats sur les 3 candidats proposés par la Mairie de Paris).

Pour la première fois, cette année nous voyons des situations où aucun des 3 candidats proposés par la commission de la mairie de Paris n'a été retenu par un bailleur social.

Le faible taux de relogement de cette année est dû au nombre important de refus des bailleurs sociaux de retenir de candidat dans le cadre de la PILS.

Nous sommes au regret de vous annoncer les 18 ans de la permanence droits sociaux d'Act Up-Paris.

## LGBTIphobies-Sérophobie

La commission LGBTIphobies-Sérophobie se réunit toutes les trois semaines les lundi soirs. Elle travaille sur des sujets liés à l'homophobie, la transphobie, la lesbophobie et la biphobie, convaincue que ces discriminations font le jeu du sida. C'est aussi la commission qui traite des sujets concernant la sérophobie (discrimination envers les personnes séropositives), et qui prépare les actions concernant cette problématique.

### Homo-bi-phobie / sérophobie

Outre notre présence à IDABLHOT (17 et 21 mai), au Printemps des associations LGBT+ se tenant lieu à la Halle des Blancs Manteaux (2 avril), et à la Marche des fiertés (2 juillet), à la Pride de nuit (28 juin) pour ne citer que cela, notre discours sur l'homo-bi-phobie est présent à tout moment. Il s'articule avec notre discours sur l'épidémie qui à notre sens se doit d'être global et donc prendre en compte les discriminations sur l'orientation sexuelle, sources parfois de contaminations.

#### Comité d'entente LGBT du Défenseur des droits

2016 a vu le retour d'Act Up-Paris au Comité d'entente LGBT du Défenseur des droits, où nous n'hésitons pas à faire remonter les manquements que nous constatons de la part de l'Etat. Cela a été fait notamment pour le Logiciel Siècle de l'Education nationale (saisi des données de vie scolaire des collégiens et lycéens) où la programmation faisait qu'unE élève ne pouvait pas avoir deux parents du même sexe. Suite à un courrier interassociatif à notre initiative, envoyé au ministère, l'impossibilité a été levée à la rentrée scolaire de septembre 2016. Il reste un travail à faire sur la prise en compte du prénom d'usage d'unE élève trans collégienNE ou lycéenNE, mais les difficultés sont ici plus nombreuses.

#### Don du sang pour les HSH

Les réunions du groupe de travail de la DGS relatif à l'ouverture du don du sang aux HSH déjà engagées en 2015 ont continué en 2016, pour discuter en détail de la rédaction du décret et du questionnaire pré-don rempli par le donneur ou encore de la communication quant à cette ouverture.

Le samedi 9 avril, le nouvel arrêté fixant les critères d'inclusion au don du sang a été publié. L'obsession de la "sécurisation maximale" du don pour éviter légitimement une contamination du receveur a amené à mettre sciemment de côté les avancées de la recherche qui permettraient de ne plus exclure certaines personnes du don. La logique de populations à risque que sous-tend encore la conception de cet arrêté, malgré les discours de la DGS et de l'EFS, s'illustre dans l'absence de volonté de définir le concept

essentiel de la prévention des contaminations par voie sexuelle, qui met tout le monde sur un pied d'égalité, à savoir celui de rapport protégé. Nous déplorons la logique de populations à risque retenue, nous plaidions pour une logique de pratiques à risque.

Le 14 juin, journée mondiale du don du sang, un communiqué de presse revenant sur le sujet a été publié : <http://www.actupparis.org/spip.php?article5508>.

### Dénonciation de propos homophobes

Nous étions présents le 29 juin à la rencontre du Rabbin Korsia et de l'association Beit Haverim au Centre européen des études juives suite aux propos homophobes de l'ex Grand Rabbin de France Joseph Sitruk sur une radio. « L'ex Grand Rabbin de France, Joseph Sitruk, coupable des futures violences contre les homosexuels, lesbiennes, biEs et trans juifVEs », 9 juin, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5505>.

## Droits des trans

En 2016 nous avons d'abord mené des actions pour l'amélioration de la situation des personnes trans, notamment sur le plan du changement d'état-civil. La loi Justice 21 s'est annoncée et ce fut la désillusion. Cette loi ne propose pas d'avancée majeure pour les personnes trans, elle reste judiciarisée, ne prend pas en compte l'autodétermination et ne tient pas compte de l'existence de trans mineurEs.

Nous avons dénoncé, en soutien à la plupart des associations, cette fausse avancée pour les personnes trans. Nous considérons que 20 ans de militantisme du collectif Existrans, que notre travail auprès des personnes trans, notamment des plus précaires comme les trans travailleuses du sexe ou en migration était mis sous le tapis. Les trans ont toujours connu des expulsions, et en cette fin de mandature Hollande, des expulsions de trans migrantes séropositives ont encore eu lieu.

Nous avons effectué une action phoning sur le Président de groupe PS Bruno Le Roux et le député Erwan Binet pour la proposition de loi changement d'État civil le mardi 19 janvier. Nous étions présents à la marche de l'Existrans, le 15 octobre et au TDOR (Transgender Day of Remembrance) le 20 novembre, organisé place Vendôme, endeuillé par le meurtre quelques temps auparavant en France d'une personne trans travailleuse du sexe et migrante.

Nous étions en soutien des personnes trans incarcérées le 22 janvier : « Trans incarcéréEs, trans assassinéEs, Journée internationale de solidarité avec les prisonnierEs trans », <http://www.actupparis.org/spip.php?article5465> Nous avons organisé un premier rassemblement interassociatif parisien dans le cadre de cette journée, place Joaquim du Bellay (Fontaine des Innocents). Le 17 février nous nous entretenons avec la Contrôleuse général des prisons avec qui nous revenons sur les problématiques et la situation très complexe des personnes trans incarcérées.

Lors de la journée de la visibilité trans nous avons publié une vidéo d'un récit de la fin des années 1940 d'une jeune trans prise entre les griffes d'experts en psychiatrie du passé qui n'hésitaient pas à aller jusqu'à la lobotomie. C'était une manière d'appeler à une dépsychiatisation totale aujourd'hui : « Journée de la visibilité trans : rendons visibles nos luttes ! », 31 mars, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5484> . <https://www.youtube.com/watch?v=b65PUMvNzwQ&feature=youtu.be>

A l'occasion du remaniement ministériel qui a vu le départ de Christian Taubira de son poste de Garde des Sceaux, face au concert de louanges vis-à-vis de son action autour des débats sur le mariage pour tous nous avons voulu souligner son inaction concernant la réforme de la procédure du changement d'état civil et la réactivation de vieilles lois désuètes pour justifier le blocage de toute évolution conforme aux demandes des associations. Un bouquet de fleurs a été déposé devant le Ministère de la justice, place Vendôme.



## Lesbophobie

Les revendications en faveur des lesbiennes sont toujours portées au sein de nos playdoyers demandant l'arrêt des discriminations touchant les LGBTIQ+. L'année 2016 a vu une mobilisation importante d'Act Up-Paris lors de la semaine médiatique de la PMA pour toutes ! (du 10 au 18 octobre).

Un kit de zap téléphonique, par mail, par courrier et twitter confectionné par la commission LGBTphobies-Sérophobie a été mis à disposition de tout un chacun sur le site internet [pmapourtoutes.org](http://pmapourtoutes.org) <http://pmapourtoutes.org/2016/10/zap-pma-pour-toutes/>. Il était fourni au lecteur toutes les coordonnées et le discours à tenir pour demander aux différentes personnes ciblées pourquoi ils ne faisaient rien allant vers une mise en place de la PMA en France. Il était alors possible de contacter la Présidence de la République, le groupe PS, le Ministère Familles, Enfance, Droits des Femmes et le CCNE (Comité Consultatif National d'Ethique).

De plus, un texte a été publié sur le même site internet : « Vous n'aurez pas nos voix » <http://pmapourtoutes.org/2016/10/vous-n-aurez-nos-voix/>. Il expliquait qu'avec ce gouvernement plus rien ne nous étonnait et qu'il en allait de la vie de nos familles. L'oubli de la PMA nous a coûté cher et a créé des inégalités entre nous. Il était également rappelé que l'avis consultatif du Comité Consultatif National d'Ethique au sujet de la PMA n'était toujours pas rendu. Nous exigeons et continuons à exiger le dépôt immédiat d'un projet de loi ouvrant la PMA à tous les couples, quelles que soient les partenaires, quel que soit leur degré d'engagement reconnu par l'administration, et à toutes les femmes et hommes trans concernées.

Enfin un visuel produit par un militant d'Act Up-Paris a été diffusé sur nos différents réseaux sociaux, il s'agit d'un vitrail réalisé par la technique ancestrale au plomb.



<http://pmapourtoutes.org/2016/10/pma-in-vitraux/>

## Biphobie

### Journée internationale de la bisexualité

Le 24 septembre, Act Up-Paris a participé à la deuxième marche de la Journée Internationale de la Bisexualité à Paris, qu'elle co-organisait avec l'Association Bi'cause notamment. Elle était axée cette année sur la BIvisibilité, afin de montrer que la bisexualité et que les personnes Bles existent.

<http://www.actupparis.org/spip.php?article5537>

La veille, au Centre LGBT de Paris, était organisée une soirée débat autour de la bisexualité. Act Up-Paris participait au débat et a commencé son intervention par une prise de parole revenant sur la bisexualité et le sida, entre discriminations, idées reçues... Act Up-Paris était là pour insister sur la biphobie et les enjeux de prise en compte de la santé des personnes biEs.

Notre prise de parole sur ce sujet est disponible ici : <https://www.dropbox.com/s/wgi7n116onke2j4/Biphobie%20JIB%202016.m4a?dl=0>

### Préparation d'une enquête sur la biphobie

En 2016, l'association a également participé au travail interassociatif réunissant Bi'cause, SOS Homophobie, FièrEs, et nous-même pour monter la seconde enquête nationale sur la thématique. L'enquête a pour sujet la biphobie et s'adresse aux personnes Bles, afin de pouvoir décrire la biphobie qu'IlElleS subissent. De nombreuses réunions ont eu lieu pour pouvoir la commencer en 2017. Discriminations et/ou agressions en raison de l'orientation sexuelle, santé/bien-être des personnes Bles, questions relatives à la visibilité/l'invisibilité au sein du couple, articulation avec d'autres discrimination vis-à-vis de la couleur de peau, du handicap, du sexisme, ont été le fruit de nombreuses réflexions au sein de la commission LGBTIphobies-Sérophobie.

## Sérophobie

Dans son engagement de lutte contre le sida, Act Up-Paris laisse toujours une place importante aux personnes concernéEs qui connaissent de l'intérieur les douleurs et les discriminations. La situation sociale des personnes séropositives fait toujours partie des plaidoyers, victimes des propos et actes de leurs familles, amis, employeurs. Il est également rappelé que c'est souvent la double peine puisque des LGBTIphobies sont souvent couplées à ces discriminations portant sur le statut sérologique.

## La journée de la disance

Le jeudi 6 octobre 2016, Journée de la disance, où les personnes séropositives sont invitées à parler de leur vie avec, Act Up-Paris a tenu à agir pour l'occasion : trois vidéo clips thématiques réalisés par l'association sur la sérophobie et les idées reçues de la séropositivité ont été publiées. <http://www.actupparis.org/spip.php?article5540>

Act Up-Paris a souhaité mettre en avant par ces vidéos la dénonciation de l'ensemble des obstacles qui pèsent sur le fait de révéler ou de parler librement de son statut sérologique. Ces obstacles, ce sont des préjugés, dans diverses sphères-monde du travail, sphère familiale, mais aussi dans le cadre des relations sexuelles, et jusque dans des obstacles législatifs et règlementaires. Cet ensemble de préjugés et de discriminations, c'est de la sérophobie. Le message pour cette journée de la disance, c'est de dire que lutter contre les préjugés sérophobes, c'est faciliter la disance.

Les trois vidéos :

- *Est-ce que j'ai une gueule de séropo ?* <https://www.youtube.com/watch?v=Nee-8Ldzj-l>
- *La disance... en témoignages* <https://www.youtube.com/watch?v=cQDbzKcHoZk>
- *Entre sida et silence* <https://www.youtube.com/watch?v=y5k5T3MqN4g>

Ces trois vidéos et ce message ont été relayés de nombreuses fois :

- par le CRIPS IDF :

[http://mediatheque.lecrips.net/index.php?lvl=notice\\_display&id=95915&seule=1](http://mediatheque.lecrips.net/index.php?lvl=notice_display&id=95915&seule=1)

- sur Yagg :

<http://yagg.com/2016/10/06/journee-de-la-disance-des-vidéos-dact-up-paris-pour-lutter-contre-les-prejuges-serophobes/>



Concernant la sérophobie de l'Etat, un gros travail de lobbying a été effectué en 2016, afin de lever certaines difficultés.

## Soins funéraires pour les séropositifEs

Dans le cadre du plaidoyer autour de la rédaction des décrets d'application de l'article de la loi sur la modernisation du système de santé votée en janvier 2016, concernant la pratique des thanatopracteurs et permettant la levée de l'interdiction des soins de conservation sur les séropositifEs, nous avons envoyé une lettre ouverte à la ministre de la santé signée par près de 50 associations. Cette lettre en forme d'hommage aux mortEs du sida et d'appel à l'ouverture au plus vite des soins de conservation aux séropositifEs fut lue lors du Candlelight Day, organisé le 9 juin en France par Sidaction, à l'Artère, dans le parc de la Vilette. Act Up-Paris a tenu un discours.

Les divers acteurs sur ce dossier (Ministère de la santé et des affaires sociales, Haut Conseil de la Santé Publique (HCSP), le Conseil national des opérations funéraires (CNOF) et les syndicats de thanatopracteurs ont été contactés pour leur rappeler notre

impatience vis-à-vis de la levée de l'interdiction par voie réglementaire. Le mercredi 21 septembre, nous étions à la Direction Générale de la Santé pour une réunion de présentation sur les projets de décrets soins funéraires, nous accordions une attention toute particulière quant au supposé droit de retrait des thanatopracteurs.

### Greffe solidaire entre séropositifVEs

Pour la greffe solidaire entre séropositifVEs, Act Up-Paris est entré en contact avec le TRT-5 qui est en lien avec le ministère de la santé et des affaires sociales sur ce sujet. Il est attendu un avis de comité d'expert de l'Agence nationale de Sécurité du Médicament pour aller sur la voie d'une autorisation, cela permettrait de pallier à la pénurie de greffons. Par ailleurs nous avons relayé le sondage du TRT-5 demandant leur avis aux personnes séropositives concernant l'envie ou non de donner ses organes ou l'envie ou non de recevoir des organes d'une autre personne séropositive.

De plus, l'association n'hésite pas à partager sa mémoire et ses modes d'action contre le sida et la sérophobie. C'est ce que nous faisons le mercredi 14 décembre en sensibilisant les bénévoles de Solidarité Sida à notre histoire, aux côtés des sœurs et du Patchwork des Noms.

## Jeunes, discriminations = contaminations

Parce qu'en étant jeune on a moins d'expérience et on est moins sûr de soi, parce que l'épidémiologie du vih chez les jeunes gays indique une nette tendance à la hausse des contaminations chez ceux-ci, Act Up-Paris a souhaité développer une réflexion sur le sujet et proposer un discours à ces jeunes, discours ciblé pour des jeunes gays dont en tant qu'association communautaire nous connaissons mieux les problématiques. Cela a commencé par un rapprochement avec des associations étudiantes LGBT :

- Assemblée Générale du Caélif (Collectif des Associations Étudiantes LGBT d'Ile-de-France), 22 janvier : présence d'un militant d'Act Up-Paris avec prise de parole quant aux problématiques vih chez les jeunes gays.
- Table-ronde VI(e)H à l'ENS, 15 avril : participation au débat.
- Formation santé sexuelle du Glup (Groupement LGBT+ des Universités de Paris) tenue par Le Kiosque (Cegidd), 11 mai : présence sur les questions de prévention.

Puis, ce sujet a fait l'objet d'une RéPI le mercredi 15 juin : RéPI 101 "Jeune : vih/sida, des campagnes de prévention il te reste quoi ?" au Centre LGBT de Paris. Il a été rappelé les contaminations en hausses, le manque/les mauvaises connaissances du vih/sida par les jeunes gays, le sentiment d'invincibilité d'une génération qui n'a pas connu l'hécatombe, les problématiques de discriminations (homophobie, sérophobie, racisme...) qui peuvent affaiblir les jeunes et les rendre plus vulnérables au vih, la façon de faire de la prévention pour les jeunes (le digital, les youtubeurs), et enfin le vivre avec en étant jeune (comment faire face à la fausse culpabilité, aux doutes, à la tristesse, l'acceptation...). Il y a eu l'intervention d'une psychologue exerçant à l'association Le Refuge et le témoignage d'un jeune.

Lien vers l'enregistrement audio de la répi :

<https://www.dropbox.com/s/d1uxgkbpzx5orqt/r%C3%A9pi%2B101.m4a?dl=0>



## LGBTphobies à l'international

### Le TenTen

Le 10 octobre, pour la journée des droits des LGBT marocainEs, algérienNEs, tunisienNEs, appelée TenTen Day, en solidarité avec ces personnes, tout le monde était invité à allumer une bougie à sa fenêtre vers 20h. Nous le faisons devant le local de l'association.

### En Iran

Act Up-Paris était présente au rassemblement organisé par Iran Liberté place Denfert Rochereau le jeudi 28 janvier 2016, contre la venue de Premier Ministre d'Iran, Rohani, à Paris où ce dernier était reçu par le Président Hollande. Act Up-Paris a rappelé que sa répression et ses exécutions étaient également tournées contre les LGBT.



### Mariage des couples binationaux

En 2016 les couples homosexuelLEs binationaux dont le partenaire étranger de 11 pays différents étaient toujours privés de possibilité de se marier. Notre communiqué de presse à ce moment là : « Mariage pour toutes et pour tous », 3 ans après : Les couples binationaux attendent toujours que le gouvernement tienne sa promesse », 1<sup>er</sup> juin, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5504> Nous rappelons ce manquement à Christiane Taubira lors de son passage sur notre stand du village associatif de Solidays. Depuis le problème a été levé.

### Orlando

Nous manifestions également notre solidarité avec les victimEs, amiEs, amanteS, prochEs des victimEs de l'attaque LGBTphobe du Pulse à Orlando le 12 juin. C'était une preuve dramatique de ce que nous savons : les LGBTphobies tuent. Et elles ciblent souvent les plus marginaliséEs, les plus précaireS d'entre nous. Le Pulse était un établissement gay, afro-américain et latino, c'était le thème de cette soirée, et beaucoup de victimes étaient des « Queers of color ». Nous avons pris part au rassemblement de soutien organisé par l'Inter LGBT sur le parvis des droits de l'homme, immédiatement après ce crime.



## Communiqués de presse 2016

« De la retraite des lesbiennes à la Berezina des trans ? », 8 janvier, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5463>

« Trans incarcéréEs, trans assassinéEs, Journée internationale de solidarité avec les prisonniEREs trans », 22 janvier, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5465>

« Contre la venue de Rohani, Premier Ministre d'Iran et le silence de Hollande, Act Up-Paris présentE au rassemblement d'Iran Liberté le 28 janvier 2016 », 29 janvier, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5468>

« "Bravo Taubira", et après ? », 22 février, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5470>

« Journée de la visibilité trans : rendons visibles nos luttes ! », 31 mars, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5484>

« Etat civil : pourquoi l'amendement Crozon/Binet/Delaunay ne réglera rien aux difficultés des personnes trans. Les droits humains des personnes trans sont TOUJOURS une urgence », 18 mai, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5500>

« Changement d'état civil : Pourquoi nous disons non au projet transphobe du gouvernement ! », 21 mai, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5501>

« « Mariage pour toutes et pour tous », 3 ans après : Les couples binationaux attendent toujours que le gouvernement tienne sa promesse », 1<sup>er</sup> juin, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5504>

« L'ex Grand Rabbin de France, Joseph Sitruk, coupable des futures violences contre les homosexuels, lesbiennes, biEs et trans juifVEs », 9 juin, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5505>

« Pour des soins de conservation respectant la dignité des personnes séropositives », 12 juin, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5506>

« Solidarité avec les victimEs, amiEs, amantEs, prochEs des victimEs de l'attaque LGBTphobe du Pulse à Orlando (Etats-Unis) », 13 juin, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5507>

« La politique de l'EFS questionnée à l'aune du nouvel arrêté - 14 juin journée mondiale du don du sang », 14 juin, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5508>

« Changement d'état civil : une seule solution, l'autodétermination ! », 14 juillet, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5524>

« Nice : un meurtre de masse n'excuse pas la biEphobie des médias », 22 juillet, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5525>

« Les personnes trans aussi sont victimes des violences policières !, De l'invisibilisation des luttes queer au sein du militantisme français », 10 octobre, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5542>

« Trans : DISCRIMINATIONS = CONTAMINATIONS », 14 octobre, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5544>

## Sujets transversaux d'action et de plaidoyer

### Sexwork

L'année 2016 fut une triste année pour les travailleurs du sexe, voyant leurs revenus, leur santé et leur sécurité être sacrifiés par la loi de pénalisation du client votée par l'assemblée le 6 avril. Cette loi se disait renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et accompagner les « personnes prostituées » avec un parcours de sortie. Nous dénonçons cette loi qui en réalité veut le contraire du but énoncé. En tant qu'association de lutte contre le sida, nous faisons état des rapports sexuels non protégés qui allaient augmenter en donnant le rapport de force au client lors du négoce de part les dispositions de la loi. Nous n'avons eu de cesse d'interpeller les parlementaires sur la conditionnalité de l'accès au volet social et sur l'applicabilité sur l'ensemble du territoire pour les personnes proposant des services sexuels tarifés du parcours de sortie proposé.

Nous avons en particulier participé au rassemblement organisé à Invalides avant le vote de la loi.

« Prostitution : un volet social ou un effet d'annonce ? », 5 avril, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5487>

### Femmes et VIH

Une commission « femmes » a été recréée fin 2016, sous le nom de commission « meufs » ainsi que son outil de travail, la liste mail associée ayant pour adresse [meufs\\_actupparis@framalistes.org](mailto:meufs_actupparis@framalistes.org).

Les sujets spécifiques femmes et vih sont malheureusement toujours aussi nombreux : le nombre de femmes dans les essais, les conséquences de la chimie sur le corps des femmes différentes de celles sur des hommes, l'efficacité de la prep, les cancers (utérus, anus, sein)...

En ce qui concerne ce dernier point nous avons tenu un plaidoyé sur la vaccination HPV afin d'augmenter la couverture vaccinale favorable aux femmes bien sûr, mais aussi aux femmes séropos particulièrement vulnérables au cancer de l'utérus mais aussi de l'anus (deux fois plus d'HPV/d'anomalies des tissus dans l'anus que dans l'utérus). Ce travail a permis d'informer les femmes concernées du surrisque qu'elles ont, et de les rendre actrices de leur santé en étant observant face aux dépistages. Des échanges avec l'InCA (Institut national du Cancer) ont permis que les bons termes et les bonnes situations soient employés pour les personnes trans sur leur site internet, puisque qu'elles sont également sujettes au cancer de l'utérus, de l'anus et du sein :

- <http://www.e-cancer.fr/Professionnels-de-sante/Depistage-et-detection-precoce/Depistage-du-cancer-du-col-de-l-uterus/Les-reponses-a-vos-questions>
- <http://www.e-cancer.fr/Comprendre-prevenir-depister/Se-faire-depister/Depistage-du-cancer-du-col-de-l-uterus/Etes-vous-concernee#toc-je-suis-trans>

Voir aussi :

- Octobre Rose concerne aussi les personnes trans et les séropos : <http://www.actupparis.org/spip.php?article5552>
- Article semaine européenne de prévention et de dépistage du cancer du col de l'utérus : <http://www.actupparis.org/spip.php?article5580>

Par ailleurs nous étions présentEs le 15 mars à la conférence de presse pour le lancement d'Entre L, une application pour les femmes séropositives éditée avec le soutien du CRIPS, ainsi que le 9 décembre à la journée de colloque de la commission

communautaire française de la Région de Bruxelles Capitales "De la défense des droits des femmes à la promotion de l'égalité de genre" au centre Wallonie-Bruxelles de Paris.

- « La lutte contre le sida est une lutte féministe », 4 mars, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5477>

## MigrantEs

### L'Observatoire du Droit à la Santé des ÉtrangèrEs

L'ODSE est un collectif composé de plus d'une vingtaine d'associations de malades, de défense des droits des étrangers et de médecins.

Créé en 2000, l'ODSE a pour objectif la surveillance de l'application des textes ouvrant droit à l'assurance maladie et à l'Aide médicale d'État (AME) pour les étrangers, ainsi que des textes régissant le droit au séjour des étrangers malades et la protection contre l'éloignement.

Des militants bénévoles représentent Act Up-Paris auprès de l'interassociatif qui se réunit une fois par mois et travaille via une liste mail.

Au cours de l'année 2016, l'interassociatif s'est consacré :

- à dénoncer de façon systématique le placement en centres de rétention et les mesures d'expulsion à l'encontre de personnes malades. Chaque situation a été documentée, relayée sur les réseaux sociaux via des « faire-part » et a donné lieu à une interpellation systématique des ministères concernés, visant à empêcher des expulsions.
- à mener un travail important de plaidoyer autour du vote de la loi du 7 mars 2016 et de sa mise en application. Nous nous sommes notamment opposés au transfert à l'OFII (sous tutelle du ministère de l'intérieur) du volet d'expertise médicale de la procédure médicale d'accès au droit au séjour pour soins, sans obtenir gain de cause. Nous avons détaillé notre analyse dans un communiqué de l'ODSE à cet effet, et sommes désormais mobilisés pour suivre la mise en application concrète, accompagner les personnes concernées, et documenter les obstacles :

« [ODSE] Réforme du droit au séjour des étrangers malades : Les malades étrangèrEs abandonnéEs par le gouvernement ? », 16 novembre, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5560>

- à interpellier sur les mesures de restrictions prises dans l'accès à certains médicaments pour les personnes couvertes par l'AME et à suivre les évolutions préparées par le vote de la loi Puma (Protection Universelle MALadie) qui est venue remplacer la CMU au 1er janvier 2016. Sous couvert de simplifications administratives, l'accès à l'assurance maladie de certaines catégories d'étrangèr.e.s est menacé par ce texte et ses décrets d'application. L'ODSE a élaboré des analyses juridiques qui ont été relayées auprès du ministère de la santé et la CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés) au cours de rendez-vous. La finalisation des textes n'est intervenue qu'en 2017, elle a fait l'objet d'un communiqué. Reste là aussi à étudier les modalités de mise en application :

« [ODSE] Le gouvernement organise un durcissement sans précédent de l'accès à l'assurance maladie pour les étrangers résidant légalement en France », 13 février 2017, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5585>

### Une RéPI sur l'accès aux droits et aux soins des étrangèrEs en France

Dans ce contexte d'évolutions législatives importantes, Act Up-Paris a profité d'une de ses RéPIs pour faire le point sur l'accès aux droits et aux soins des étrangèrEs en

France. Cette réunion s'est déroulée le 10 novembre à l'AGECA. Une quarantaine de personnes étaient présentes.

Deux intervenantes d'Ikambéré ont présenté le fonctionnement de leur association, sur l'aspect d'accompagnement à l'accès aux droits mais aussi sur l'aspect de contaminations.

Julie Pannetier a présenté les résultats de l'étude PARCOURS de l'ANRS, qui a étudié les trajectoires de vie de personnes migrantes séropositives originaires d'Afrique subsaharienne. A l'inverse de ce que pensent certains, ce sont bien souvent les difficultés rencontrées à accéder aux droits et aux soins en France qui sont sources de contamination, c'est le cas d'une petite moitié des contaminations d'après les données de l'étude.

Caroline Izambert, pour l'ODSE a retracé un historique des mobilisations pour l'accès aux soins des personnes étrangèrEs en France. Cette présentation a permis d'embrancher sur une discussion très constructive autour de la situation actuelle avec l'ensemble des participantEs, à retrouver ici :

<http://www.actupparis.org/spip.php?article5543> & en vidéo  
<http://public.weconext.eu/actup-paris/2016-11-10/index.html>

### Une mobilisation aux côtés des migrantEs et de leurs soutiens

Act Up-Paris a cette année encore participé à des mobilisations aux côtés des migrantEs et de leurs soutiens. Nous avons en particulier tissé des liens forts avec les activistes du BAAM, leur fournissant un appui logistique (salles, préservatifs) autant que possible, et mettant en avant leurs revendications dans nos événements (notamment en leur proposant une prise de parole le 1<sup>er</sup> décembre).

« Il y a 20 ans, l'expulsion des sans-papiers de l'église St Bernard. Et depuis ? », 23 août, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5530>

## International

2016 fut l'année de la décision des pays donateurs au Fonds Mondial de lutte contre la tuberculose, le paludisme et le sida de se projeter dans le prochain plan triennal. Au vue de l'objectif de l'ONUSIDA de fin de l'épidémie du sida en 2030, l'importance de la participation financière des pays est particulièrement attendue. Les craintes des associations d'une baisse de la contribution de la France ont provoqué la constitution d'un groupe de plaidoyer interassociatif, dont Coalition Plus, Sidaction, ONE, les Amis du Fonds Mondial, Oxfam, Solidarité Sida et Act Up-Paris. Deux positions divergentes ont émergé au sein de ce groupe, demander le maintien de la contribution ou demander l'augmentation (position d'Act Up-Paris). Plusieurs entetiens se sont déroulés entre ce groupe et les instances du Fonds Mondial et les représentantEs de la diplomatie française. François Hollande a annoncé, non loin des Solidays, le maintien de la contribution de la France, décision qui fera de la France le 3<sup>ème</sup> pays contributeur, devancé par le Royaume Uni, perdant sa place de 2<sup>nd</sup>. Le plaidoyer a continué auprès des candidatEs à la présidentielles pour que la France soit à la hauteur des enjeux.

Nos communiqués :

- « 140 millions d'euros manquent à la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme », 7 novembre, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5557>
- « PARIS CAPITALE MONDIALE DE LA HONTE, Stabilité de la contribution de la France au Fonds mondial de lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose : pour Hollande, ne pas reculer est une victoire ; pour nous un crime ! », 19 septembre, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5536>

- « Hollande : mort annoncée de milliers de malades du sida dans le monde », 26 juin, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5510>
- « France et santé mondiale : Derrière l'opération de com' l'inaction du Président », 5 mai, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5495>
- « Deuxième Déclaration de Durban : L'accès, l'équité et les droits, dès maintenant ! », 14 septembre, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5535>

## Prisons



Le 17 février nous avons rencontré la contrôleuse générale des prisons, Adeline Hazan, avec qui nous avons discuté sur les conditions de vie des personnes incarcérées, notamment sur les soins en prison et ceux accordés aux personnes trans. Le 11 mai c'est la conseillère pénitentiaire du cabinet de Jean-Jacques Urvoas, alors garde des sceaux avec qui nous nous sommes entretenus, échangeant principalement sur la sortie de séjour pour soins. Il nous avait été alors dit qu'un guide spécifique à ce sujet allait être publié, mais malgré nos relances, nous n'avons jamais eu à nouveau des nouvelles sur ce guide.

Face aux demandes reçues de prisonnierEs ou de personnes en probation, nous avons rencontré différentes associations (Sidaction, Genepi) pour nous répondre au mieux et asseoir avec plus de force notre plaidoyer pour les soins et les droits des prisonnierEs.

## UsagerEs de drogue

### Programmes d'échanges de seringues

En 2016 l'essai PRIDE2 à la prison des Baumettes à Marseille portait un nouvel espoir : introduction en prison des programmes d'échange de seringues à usage unique. La loi santé avait inscrit cette nouvelle possibilité et nous attendions la publication du décret d'application, aux côtés du TRT5, en échanges avec les ministères de la justice et de la santé. A la fin de l'année 2016, le texte du décret n'était pas encore finalisé.

### Salles de consommation à moindre risque

Nous nous sommes félicités de l'ouverture d'une salle de consommation à moindre risque dans la ville de Paris :

- « Une 1ère salle de consommation à moindre risque, « Espace GAÏA », ouverte à Paris, un 1er pas pour une nouvelle étape dans la lutte contre le sida et les hépatites chez les usagerEs de drogues les plus précaires », 10 octobre, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5541> .

Six mois après, les relevés mensuels de collecte de seringues dans l'espace public par les services de la ville de Paris attestent déjà d'une diminution importante aux abords immédiats de la salle, ce qui confirme un déplacement d'une part significative des injections de la rue (y compris cours d'immeuble, parking...) vers l'Espace Gaïa.

## Libertés fondamentales

Outre notre participation à des manifestations et rassemblements contre l'état d'urgence et les violences policières (voir ci-dessus), nous avons cosigné un « Appel à renforcer les solidarités et les soutiens contre la répression et les violences policières », 6 août, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5527>.

De plus, nous étions parmi les 17 organisations s'engageant dans un texte unitaire sur l'importance du droit à l'IVG, un droit menacé dans plusieurs pays d'Europe et dont l'accessibilité est défaillante en France :

- « L'avortement, un combat féministe toujours d'actualité ! », 7 mars, <https://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/070316/l-avortement-un-combat-feministe-toujours-d-actualite>.

En effet, le 12 mars se tenait à Paris le "forum pour la vie", une rencontre européenne financée par la Fondation Jérôme Lejeune qui vise à relancer les attaques contre l'IVG.

## Perspectives

---

C'est avec une équipe réduite qu'Act Up-Paris réussit à porter ses plaidoyers pour une prise en charge des séropos toujours améliorée et lutter contre les discriminations pesant sur euxELLES, pour un accès réel et durable à la prévention pour mettre fin aux contaminations, pour lutter contre les discriminations des minorités les plus touchées par le VIH. La poursuite de la recherche de nouveauxELLES militantEs au sein de l'association est nécessaire pour mener à bien nos actions.

Dans un contexte de restrictions budgétaires, d'état d'urgence assorti de ses mesures sécuritaires, de répression des mouvements sociaux, les perspectives de travail portent sur :

- les questions du vieillissement des séropos et les conséquences sociales, médicales et économiques ;
- le discours autour de la virulence du sida et de sa mortalité en France ;
- la réalisation de l'enquête sur le TPE lancée à la toute fin 2016 ;
- le plaidoyer autour de l'amélioration de l'offre de dépistage en France, au niveau local ;
- l'amélioration de l'offre et de la qualité des préservatifs fournis par les instances sanitaires aux associations ;
- la lutte pour les droits des LGBT, en particulier des trans, et des minorités précarisées, étrangerEs, migrantEs, travailleurSEs du sexe, usagerEs de drogue, prisonnierEs.